



Rapport d'Orientations Budgétaires 2024 -2027

Conseil Municipal du 21 Mars 2024

ROB 2024 : Sommaire

❖ **Partie 1 Débattre des orientations budgétaires:**

- **A partir du contexte international et national :**
 - ✓ Une inflation importante puis qui ralentira sur 2024-2025
 - ✓ Une contamination des prix de l'énergie et des matières premières sur toutes les chaînes de production industrielle et agro alimentaire
 - ✓ Des taux d'intérêts qui devraient se desserrer au 2^{ème} semestre 2024
- **A partir de la loi de finances initiale 2024 : sans bouleversement**
 - ✓ Pas de réforme de la DGF (non indexation sur l'inflation)
 - ✓ Suppression totale de la CVAE en 2027
 - ✓ Poids relatif de la fiscalité sans pouvoir de taux > 50% des recettes fiscales
 - ✓ Des dotations de fonctionnement de l'Etat aux collectivités stabilisées en € courants (inflation incluse)
 - ✓ Incitations réglementaires et financières aux **investissements verts** des collectivités : verdissement des concours financiers, un fléchage croissant des dotations d'investissement (DETR, DSIL) vers les projets en faveur de la transition écologique.

ROB 2024 : Sommaire

❖ Partie 2 Informer sur la situation financière :

- Notre situation budgétaire : les résultats 2023 ... satisfaisants
- Nos perspectives budgétaires :
 - ✓ La prospective financière dans une démarche pluriannuelle jusqu'en 2027
 - ✓ Le programme pluriannuel d'investissement déterminant notre capacité à **pouvoir se développer et se projeter.**
 - ✓ Le financement du PPI
 - ✓ La dette propre de la Ville
 - ✓ La dette garantie de la Ville
- Les perspectives budgétaires des budgets annexes.

Partie 1 : Débattre des orientations budgétaires

Le retour de
l'inflation

Des conflits
ouverts

Une croissance
mondiale au
ralenti

❖ A partir du contexte national et international

Une transition
écologique
nécessaire

Une remontée
des taux
d'intérêts

Une crise
énergétique

Des tensions sociales

Encadrement
des finances
locales ?

Le contexte international et national

❖ Un contexte géopolitique avec des conflits ouverts:

- ❖ entraînant notamment une crise énergétique depuis fev 2022 (conflit Ukraine/Russie) et une poussée inflationniste forte

❖ Quelques agrégats:

- ❖ PIB monde = 150 000 Mds \$ (dont USA 20% et Chine 20%)
- ❖ PIB France 2023 = 2 800 Mds€
- ❖ Dette publique France = 3 000 Mds € (soit 110% du PIB fin 2023)
- ❖ Taux de prélèvements obligatoires France = 48% (le + élevé pays de l'OCDE et UE)

- ❖ **Budget de l'Etat : 350 Mds € en recettes et 500 Mds € en dépenses** (depuis 1974, le budget de l'Etat est constamment déficitaire)

- ❖ **Total des budgets des collectivités locales = 250 Mds €** soit 10% du PIB français et 50% des dépenses du budget de l'Etat

 **70 % de l'investissement public est porté par les collectivités.**

Le contexte international et national

- ❖ La croissance mondiale est en net ralentissement depuis 2020 (covid)
- ❖ Prévisions croissance avec une récession en zone euro au 1^{er} semestre 2024 puis une reprise modérée au cours de second semestre
 - ✓ objectif 2024 du gouvernement récemment révisé à **1% de croissance en France** (1,4% dans le PLF 2024)
- ❖ Après un **pic inflationniste** de 7,3% en février 2023, l'inflation en 2023 se replie en glissement annuel à **4,9%**
- ❖ Prévisions inflation 2024 : zone euro +3% ; France **+3,5%**
- ❖ Prévisions inflation France 2025 autour de **2%** (en l'absence de nouveau choc sur les matières premières importées)
- ❖ Un scénario de **stagflation** : conjugaison inflation + croissance quasi nulle sur 2023-2024 en zone Union Européenne
- ❖ En France le déficit public reste proche de 5% du PIB sur 2022-2023 et devrait rester bien au-delà des 3% en 2024 (objectif à horizon 2027). Les recettes sont beaucoup moins dynamiques que prévu. Le ministre de l'économie a annoncé un plan de 10 Mds € d'économies au cours de l'année 2024 afin de tenir le cap d'un objectif de 4,4 % de déficit (par une réduction budgétaire des ministères + un abaissement de l'enveloppe du dispositif d'aide à la rénovation énergétique MaPrimeRénov').

La loi de programmation des finances publiques

- ❖ C'est la trajectoire des finances publiques de 2023 à 2027 :
 - ✓ Elle ambitionne de réduire le déficit public (sous la barre des 3%),
 - ✓ avec une évolution des dépenses publiques :

	2023	2024	2025	2026	2027
Évolution en valeur initiale	3,8 %	2,5 %	1,6 %	1,3 %	1,3 %
Inflation prévisionnelle	4,3 %	3,0 %	2,1 %	1,8 %	1,8 %
Évolution en volume	-0,5 %	-0,5 %	-0,5 %	-0,5 %	-0,5 %

- ❖ L'encadrement des dépenses publiques en volume est de **-0,5%/an sur 2023-2027**
- ❖ Cet encadrement devait initialement s'imposer aux Collectivités via des « contrats de confiance » mais cette **disposition contraignante n'a pas été retenue** par le législateur.

Partie 1 : Débattre des orientations budgétaires

❖ A partir de la loi de finances 2024

Sans bouleversement

Verdissement des
concours de l'Etat



Adoptée par 49.3

Budgétisation verte

La LFI 2024 : dispositions concernant les collectivités

❖ En matière de fiscalité :

➤ Rappel des réformes fiscales récentes avec impact sur le produits fiscal 2024 :

- Suppression de la Taxe d'habitation sur les résidences principales (2020)
- Réduction de 50% des impôts de production pour les établissements industriels (-10Mds €) : baisse de 50% de la CFE et de la TFPB. La perte de base est compensée et revalorisée chaque année par le coefficient de revalorisation forfaitaire des bases
- Suppression totale de la CVAE en 2026 (LFI 2024). Plus de CVAE depuis 2023 pour les EPCI (remplacée par une fraction de TVA nationale).

➤ Le taux de TH perd son rôle pivot en matière d'évolution des 4 taxes et remplacé par le taux de TF sur les propriétés bâties

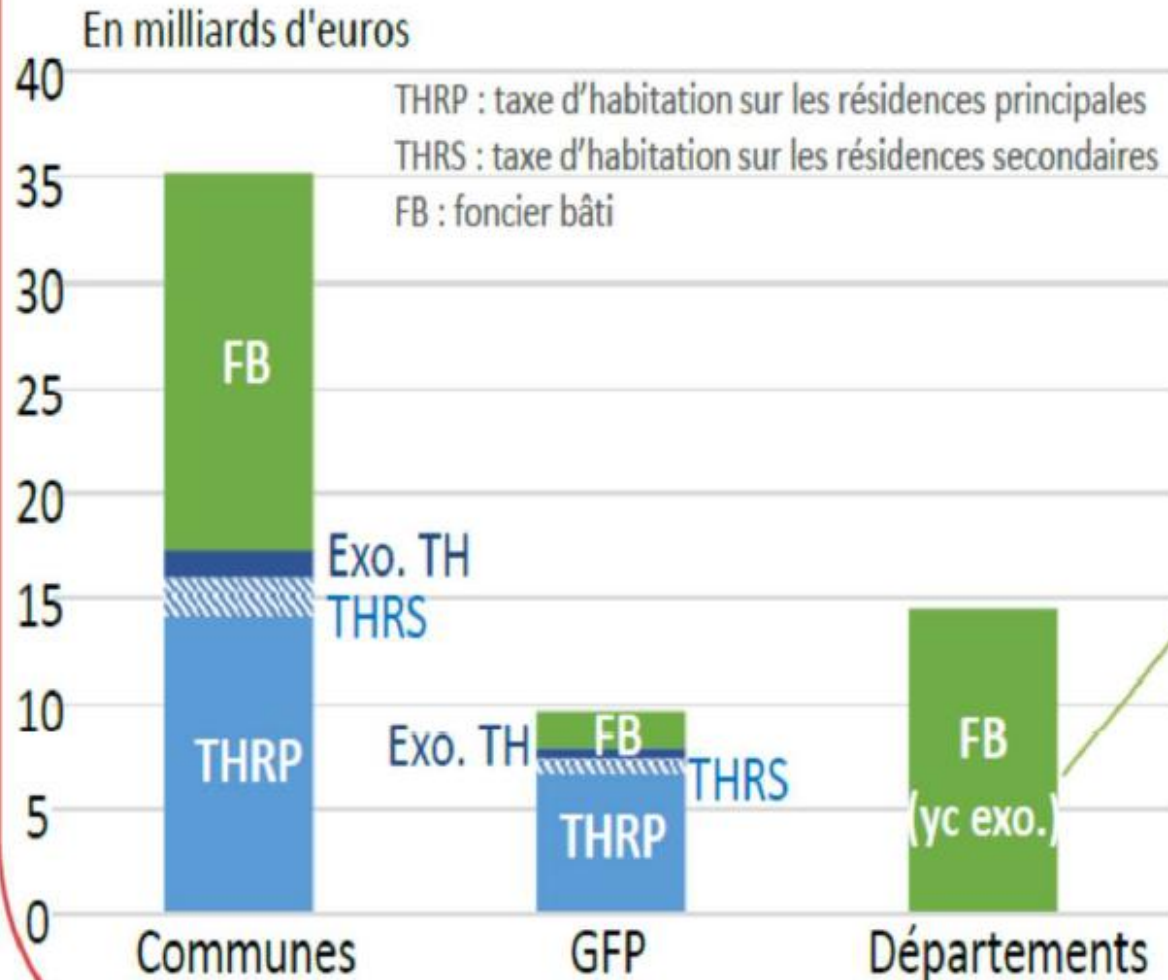
➤ Ainsi le taux de THRS, le taux de CFE, le taux de foncier non bâti ne peuvent pas augmenter plus fortement ou diminuer moins fortement que l'évolution du taux de foncier bâti (dérogation en 2024 : déliaison possible du taux de THRS)



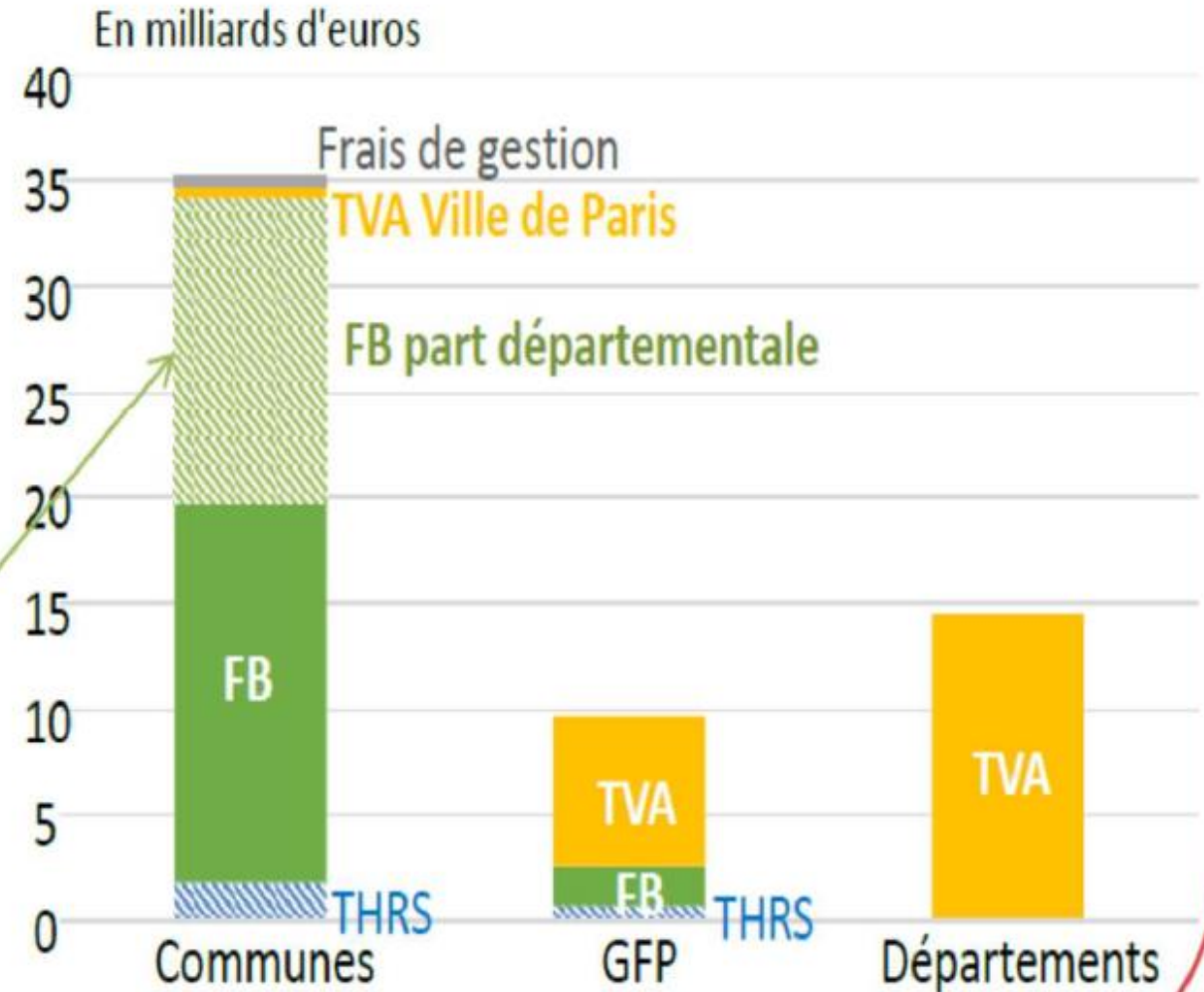
**Les collectivités ont vu leur autonomie fiscale se réduire très sensiblement ces dernières années
A ce jour, la majorité (53%) des recettes fiscales des collectivités sont sans pouvoir de taux.**

Impact pour les collectivités locales de la suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales

Avant réforme



Après réforme

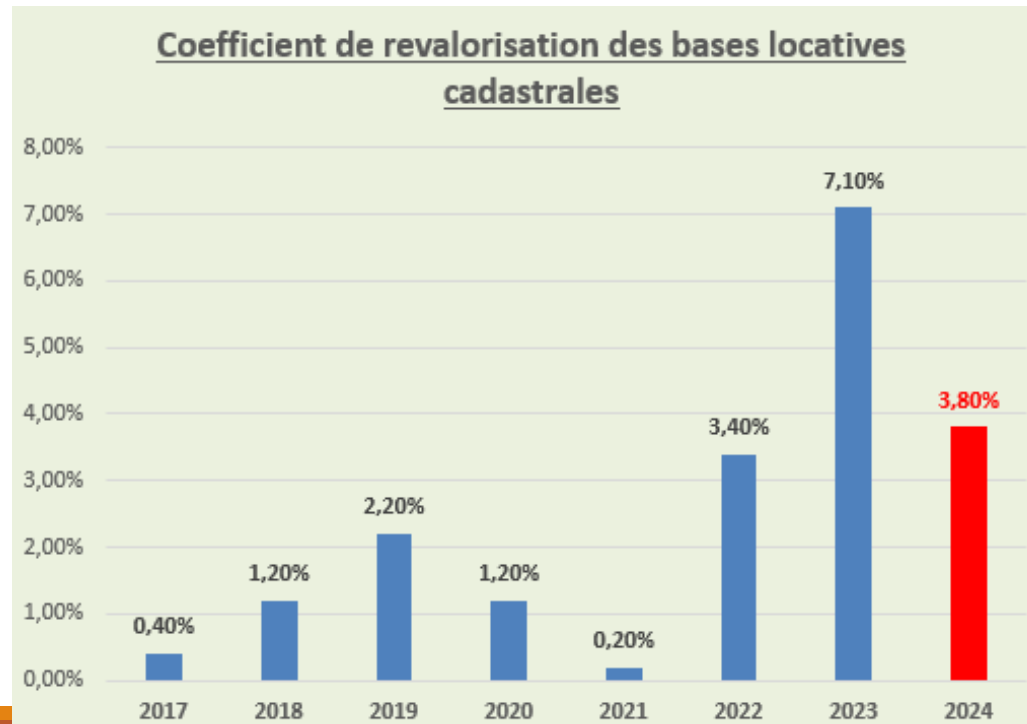


La LFI 2024 : dispositions concernant les collectivités

❖ En matière de fiscalité :

Revalorisation forfaitaires des valeurs locatives pour 2024 : + 3,8%

- Après +7,1% en 2023; +3,4% en 2022 et + 0,2% en 2021
- C'est un mécanisme de revalorisation annuelle égale à l'inflation hors tabac constatée au cours de 12 derniers mois écoulés en novembre n-1 et novembre n-2
- Ces revalorisations forfaitaires annuelles ne s'appliquent pas aux locaux professionnels qui sont évalués spécifiquement (font l'objet d'une révision selon l'évolution des loyers des locaux professionnels sur les 3 dernières années) .



Les bases de **foncier bâti des locaux d'habitation** et les bases de **foncier non bâti** bénéficient de la revalorisation forfaitaire de **+3,8%**

La LFI 2024 : dispositions concernant les collectivités

❖ En matière de fiscalité :

- La LFI 2024 reporte à nouveau d'un an l'entrée en vigueur de la révision des valeurs locatives des locaux professionnels (2026)
- La LFI 2024 introduit un étalement sur 4 ans de la suppression complète de la part résiduelle de CVAE payée par les entreprises : suppression totale en 2027
- Pour les EPCI suppression de la recette de CVAE dès 2023 avec compensation d'une fraction de TVA nationale
- Exonération de TFB des logements sociaux faisant l'objet d'une rénovation énergétique lourde :
 - Logements âgés de +40 ans
 - Travaux faisant l'objet d'un agrément à partir du 1/01/2024 et faisant passer le DPE de F ou G avant travaux à A ou B après travaux
 - Durée d'exonération de TFN : 15 ans pour les travaux faisant l'objet d'une demande d'agrément avant le 31/12/2026
- Exonération facultative de 3 ans sur délibération de TFB des logements anciens (+10 ans) faisant l'objet de travaux d'amélioration énergétique de 50 % à 100 %
- Exonération facultative de 5 ans sur délibération de TFB des logements neufs performants au plan énergétique de 50% à 100%.

La LFI 2024 : dispositions concernant les collectivités

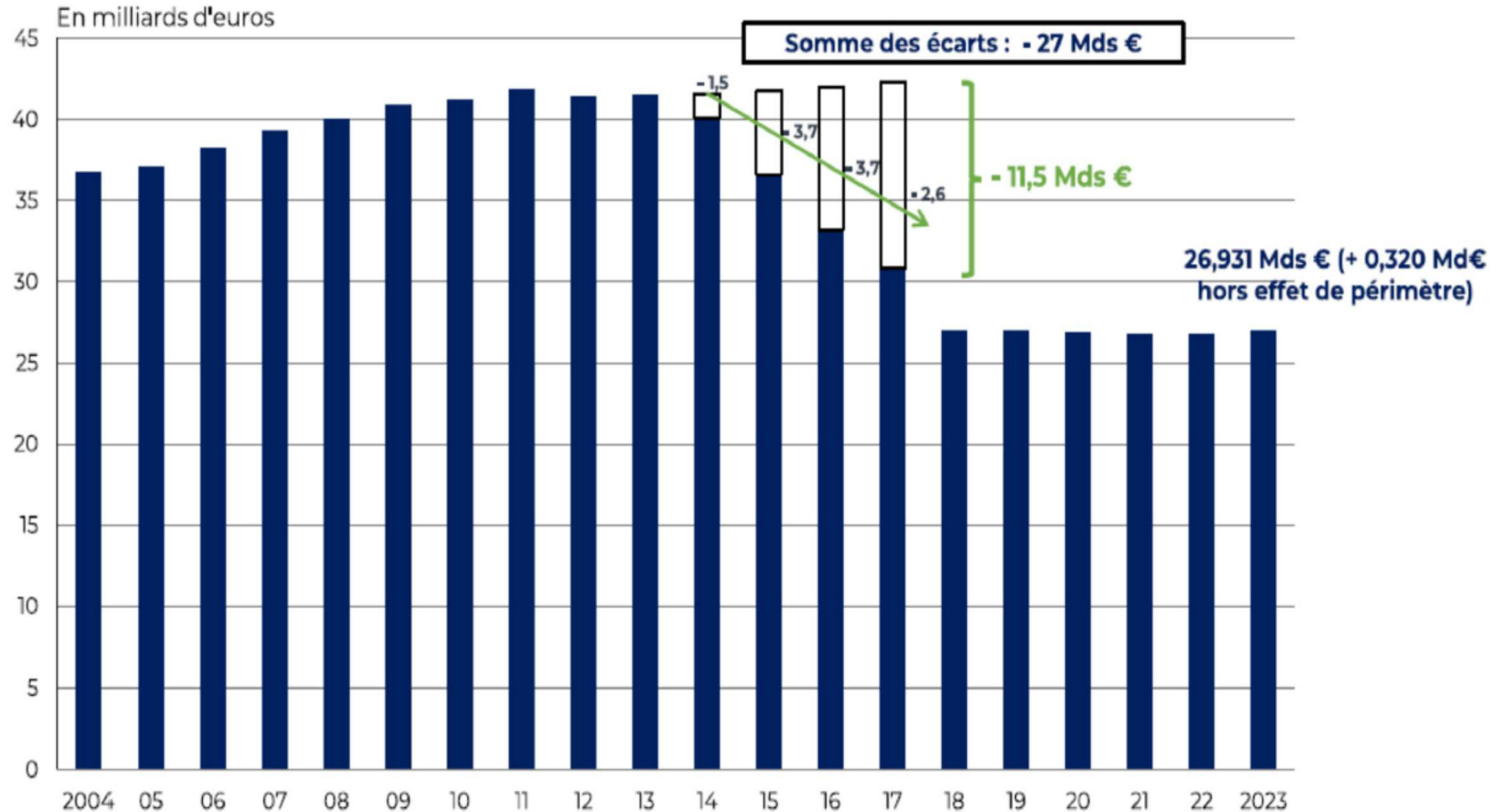
❖ En matière de fiscalité :

- ✓ La taxe sur les logements vacants peut être instaurée par les communes sur délibération situées en zone d'habitat tendu (+/- 4 000)
- ✓ Nouveauté 2024 : déliaison partielle des taux :
 - Pour les communes dont le THRS \leq 75% du THRS moyen des communes du Département : possibilité de majorer le taux de THRS communale dans la limite de 5% de la moyenne départementale de THRS
 - Pour Mayenne, taux de THRS = 13,43% taux moyen 75% départemental notifié la 7/03/2024 = 12,25%.

❖ Concours financiers de l'Etat aux collectivités :

- Ils passent de 53,12 Mds€ en 2023 à 54,3 Md€ en 2024 soit +1,13 Mds € (+2,16%)
- Cependant avec l'inflation anticipée à 3,5% en 2024 après 3,9% en 2023 : c'est une baisse en € constants des concours financiers de l'Etat aux Collectivités
- L'enveloppe globale de DGF aux collectivités progresse de +320M€ (progression identique à 2023) à 27,24 Mds€ en 2024 dont 18,9 Mds pour le bloc communal et 8,5Mds pour les Départements.

Évolution de la dotation globale de fonctionnement (DGF)



La LFI 2024 : dispositions concernant les collectivités

❖ Concours financiers de l'Etat aux collectivités :

- La LFI 2024 prévoit une progression de + **290M€** au titre de la péréquation verticale au sein de la DGF (idem qu'en 2023)

+ 140 M€ pour la DSU (soit +5,3% // 2023)

+ 150 M€ pour la DSR (soit +7,2% // 2023)

DNP inchangée en 2024 = 794 M€

- Dotation pour les titres sécurisés** : renforcée de 50 M€ à 100 M€ pour les communes concernées par des coûts d'investissement et d'exploitation de stations de délivrances de titres sécurisés.
- Elargissement de **l'assiette du FCTVA** aux dépenses d'aménagement des terrains à compter des dépenses du 1/01/2024
- Hausse de l'enveloppe nationale de **FCTVA** pour 2024 de + 404M€ de 6,7Md€ à **7,1 Mds €** en 2024 : intégration dép aménagement des terrains à compter de 2024 + effet dép d'inv supérieures en 2021-2024 des collectivités
- Renforcement du **fonds vert** : l'enveloppe nationale du **fonds vert au bénéfice des projets de transition écologique** est portée de 2Mds € en 2023 à 2,5Mds€ en 2024



GOVERNEMENT

Liberté
Égalité
Fraternité



Le fonds vert

Le fonds de la transition écologique pour, par et avec vous



2,5 milliards d'euros
pour soutenir
vos projets verts

Pas d'appels à projets : le fonds est géré
au plus près de vous par les préfets

Le fonds est adapté localement
en fonction des territoires

Martinique Guyane La Réunion Guadeloupe

Wallis-et-Futuna Polynésie française Nouvelle-Calédonie Saint-Pierre-et-Miquelon

Mayotte Saint-Barthélemy Saint-Martin



**UN DISPOSITIF
EN LIGNE**



La plateforme **Aides-territoires** permet aux collectivités de connaître l'ensemble des soutiens financiers dont elles peuvent bénéficier.

L'outil **Démarches-simplifiées**, accessible depuis les fiches d'aide sur Aides-territoires, offre aux porteurs de projet un suivi sur toute la durée de vie d'un dossier, de la saisie jusqu'à la décision.



NOUVEAUX PROJETS À DÉPOSER DÈS JANVIER 2024

Les dossiers déposés 2023 non instruits seront basculés automatiquement sur la gestion 2024. Un mail sera envoyé aux porteurs de projet pour leur permettre de confirmer leur demande d'une aide du fonds vert en 2024 et le caractère inchangé du projet déposé en 2023.



Performance environnementale

- Rénovation énergétique des bâtiments publics locaux
- Soutien au tri à la source et à la valorisation des biodéchets
- Rénovation des parcs de luminaires d'éclairage public



Adaptation des territoires au changement climatique

- Prévention des inondations
- Adaptation aux risques émergents en montagne
- Prévention des risques cycloniques
- Prévention des risques d'incendies de forêts et de végétation
- Adaptation au recul du trait de côte
- Renaturation des villes et des villages



Amélioration du cadre de vie

- Accompagner le déploiement des zones à faibles émissions
- Développement du covoiturage
- Développement des mobilités durables en zones rurales
- Recyclage foncier
- Territoires d'industrie en transition écologique



Appui en ingénierie

- Aide à l'identification des besoins et des solutions à mettre en œuvre, en amont des projets, par des acteurs de l'ingénierie (notamment ANCT, CEREMA, ADEME)
- Amélioration et sécurisation des projets dès leur conception
- Accompagnement en phase de réalisation

ET LES TYPES D'INVESTISSEMENTS SUBVENTIONNES



Performance environnementale

- Rénovation énergétique des bâtiments publics locaux
- Soutien au tri à la source et à la valorisation des biodéchets
- Rénovation des parcs de luminaires d'éclairage public



Adaptation des territoires au changement climatique

- Prévention des inondations
- Adaptation aux risques émergents en montagne
- Prévention des risques cycloniques
- Prévention des risques d'incendies de forêts et de végétation
- Adaptation au recul du trait de côte
- Renaturation des villes et des villages



Amélioration du cadre de vie

- Accompagner le déploiement des zones à faibles émissions
- Développement du covoiturage
- Développement des mobilités durables en zones rurales
- Recyclage foncier
- Territoires d'industrie en transition écologique

La LFI 2024 : dispositions concernant les collectivités

❖ Concours financiers de l'Etat aux collectivités :

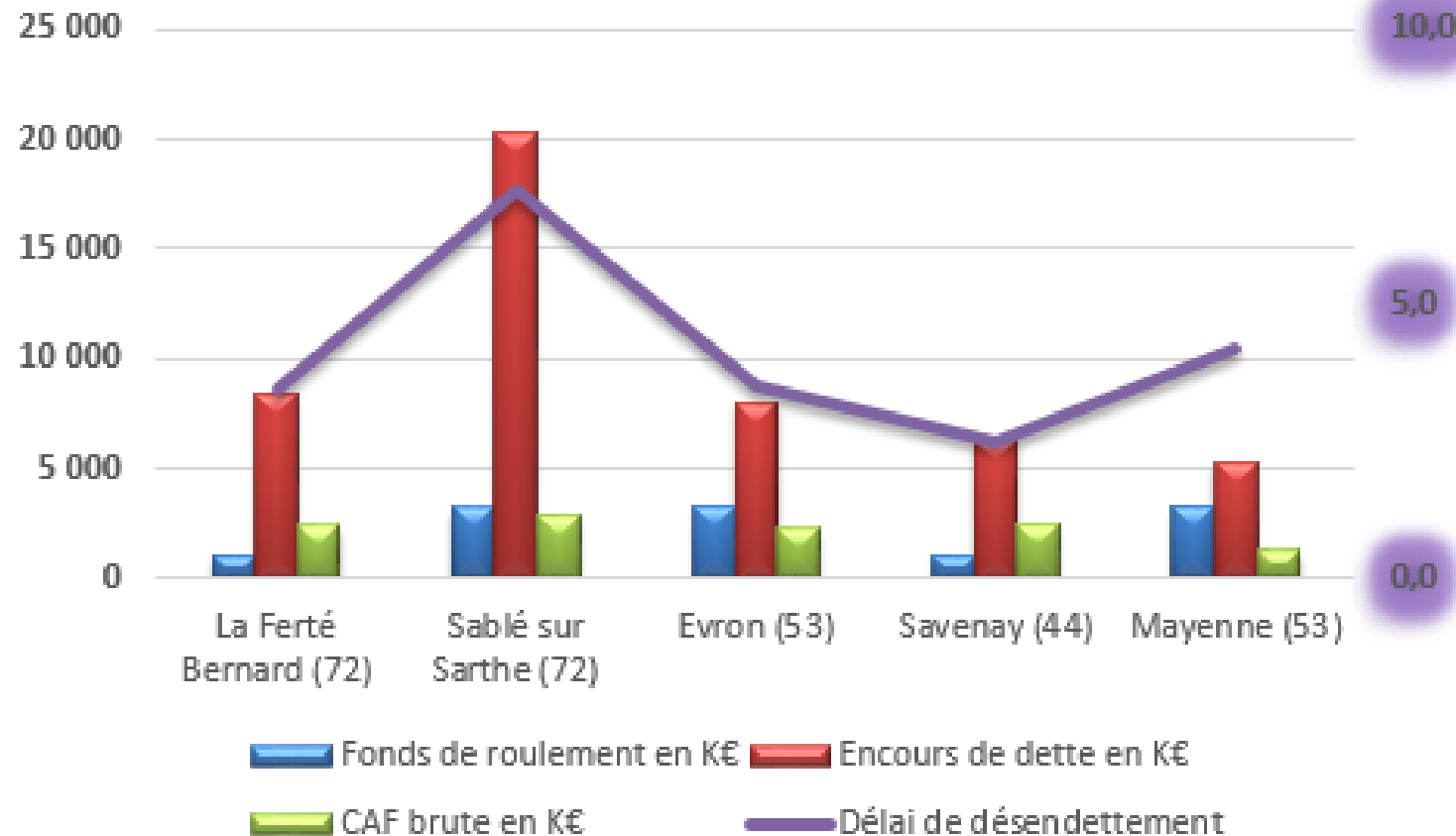
- Les collectivités de + 3 500 hab devront produire une annexe spécifique au CA 2024 « Etat des Engagements financiers concourant à la Transition Ecologique » (seules sont visées les dépenses d'investissement)
- Les collectivités de + 3 500 hab ont aussi la possibilité « d'identifier et isoler » la part de leur endettement consacrée à financer des investissements concourant à des objectifs environnementaux , « dette verte ».

Partie 2 : Informer sur la situation financière

❖ Les résultats 2023 et leurs analyses :



Analyse financière comparative des villes de même strate au niveau régional en 2022 (source DGFiP comptes individuels 2022)



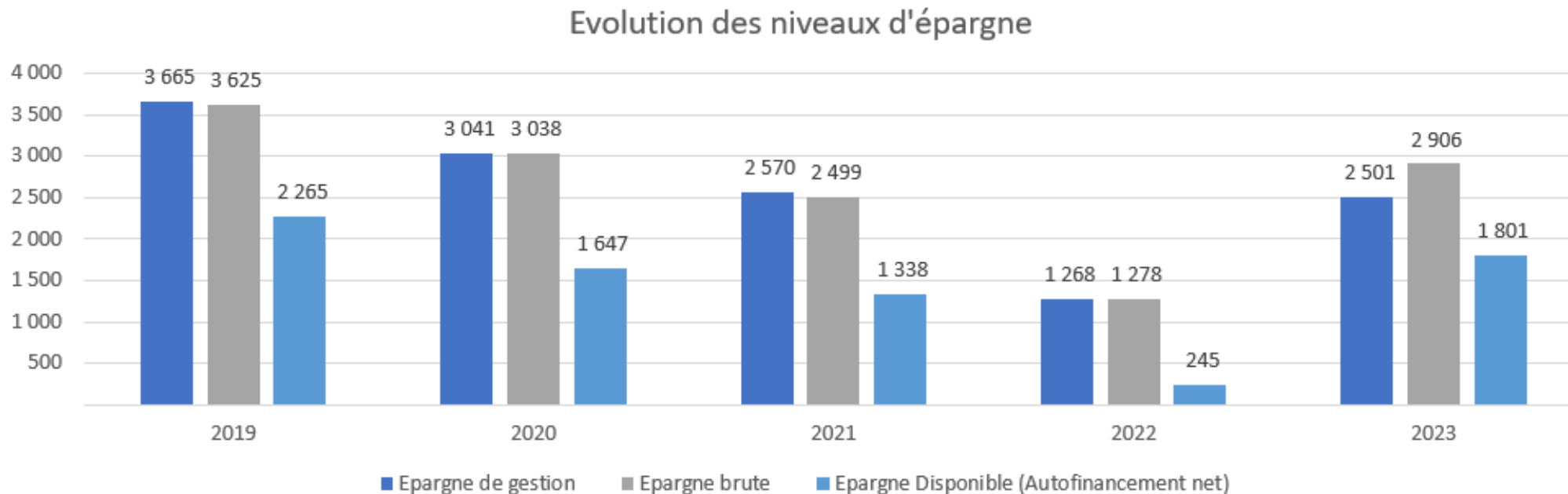
Les indicateurs de **Mayenne** montrent la faiblesse de son endettement et un fonds de roulement dans la moyenne

- ❖ Les villes du panel sont similaires de par le nombre d'habitants et sont des villes centre d'une intercommunalité à fiscalité professionnelle unique.

Les résultats 2023

Evolution de nos niveaux des épargnes

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
053-215301474-20240321-CM21032024_01-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 22/03/2024
Publication : 22/03/2024



- ❖ Une dégradation des niveaux d'épargne sur la période 2019/2022 (contexte covid) mais,
- ❖ Un **redressement de la situation en 2023** avec des dépenses de gestion en baisse, des recettes augmentées (par le produit fiscal : double effet taux + bases et, par les recettes exceptionnelles liées au hall d'expo).

Les résultats 2023

Evolution des niveaux des épargnes

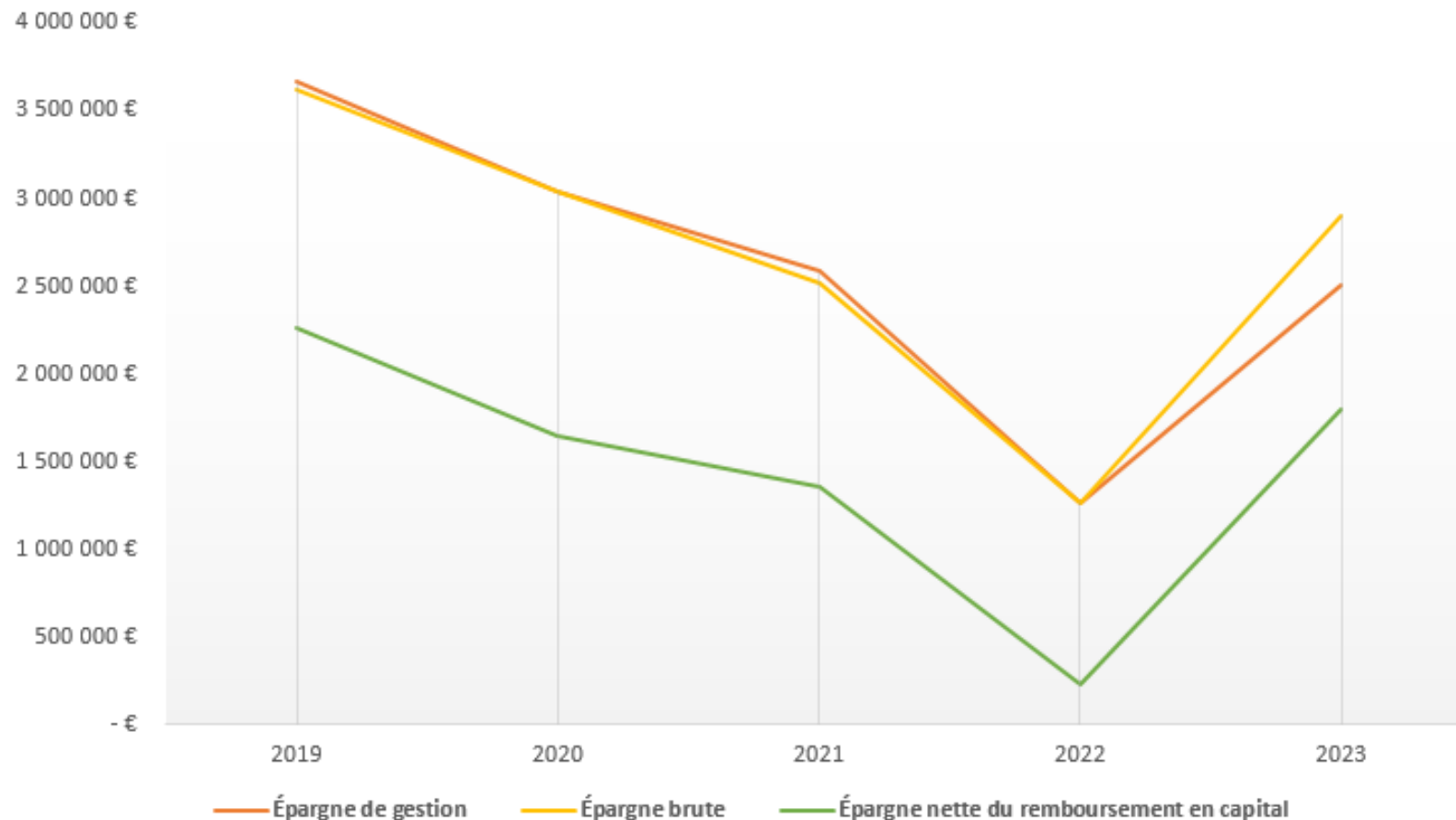
	2019	2020	2021	2022	2023
Recettes de fonctionnement courant	18 056	17 198	17 169	17 341	18 336
Dépenses de fonctionnement courant	14 390	14 157	14 600	16 074	15 835
Epargne de gestion	3 665	3 041	2 570	1 268	2 501
Résultats financiers	- 205	- 192	- 147	- 139	- 142
Résultats exceptionnels	165	190	76	150	546
Epargne brute	3 625	3 038	2 499	1 278	2 906
Remboursement courant du capital de la dette (hors RA)	1360	1392	1161	1034	1105
Epargne Disponible (Autofinancement net)	2 265	1 647	1 338	245	1 801
Taux d'épargne brute : épargne brute / RRF	19,8%	17,5%	14,5%	7,3%	15,4%
Taux d'épargne net : épargne nette / RRF	12,4%	9,5%	7,8%	1,4%	9,5%
Dette au 31/12	7 989	6 602	5 437	5 309	4 205
Capacité de désendettement	2,2	2,2	2,2	4,2	1,4

- Une année 2023 qui nous a permis de significativement inverser la tendance négative des deux années précédentes et nous permettant de retrouver un niveau d'épargne satisfaisant.

Les résultats 2023

Evolution des niveaux des épargnes

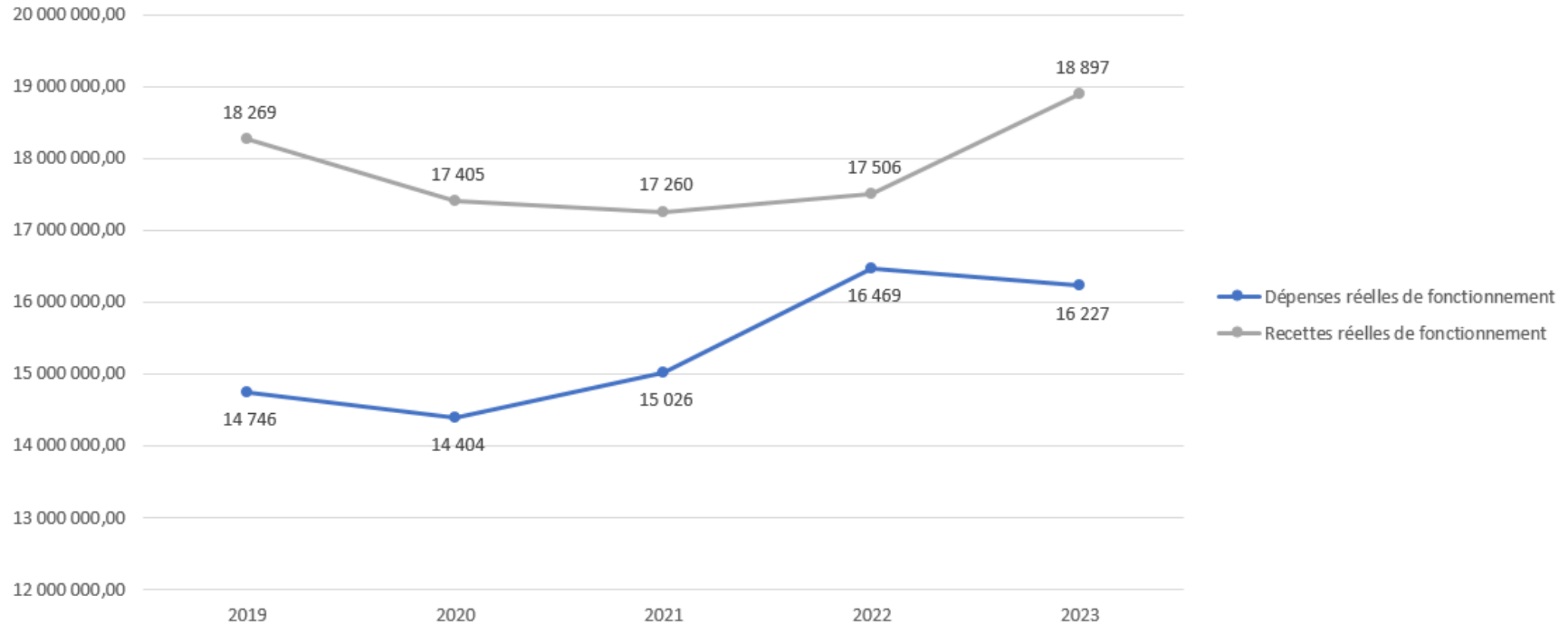
Evolution des épargnes sur 5 ans



**Un redressement
net en 2023**

Les résultats 2023

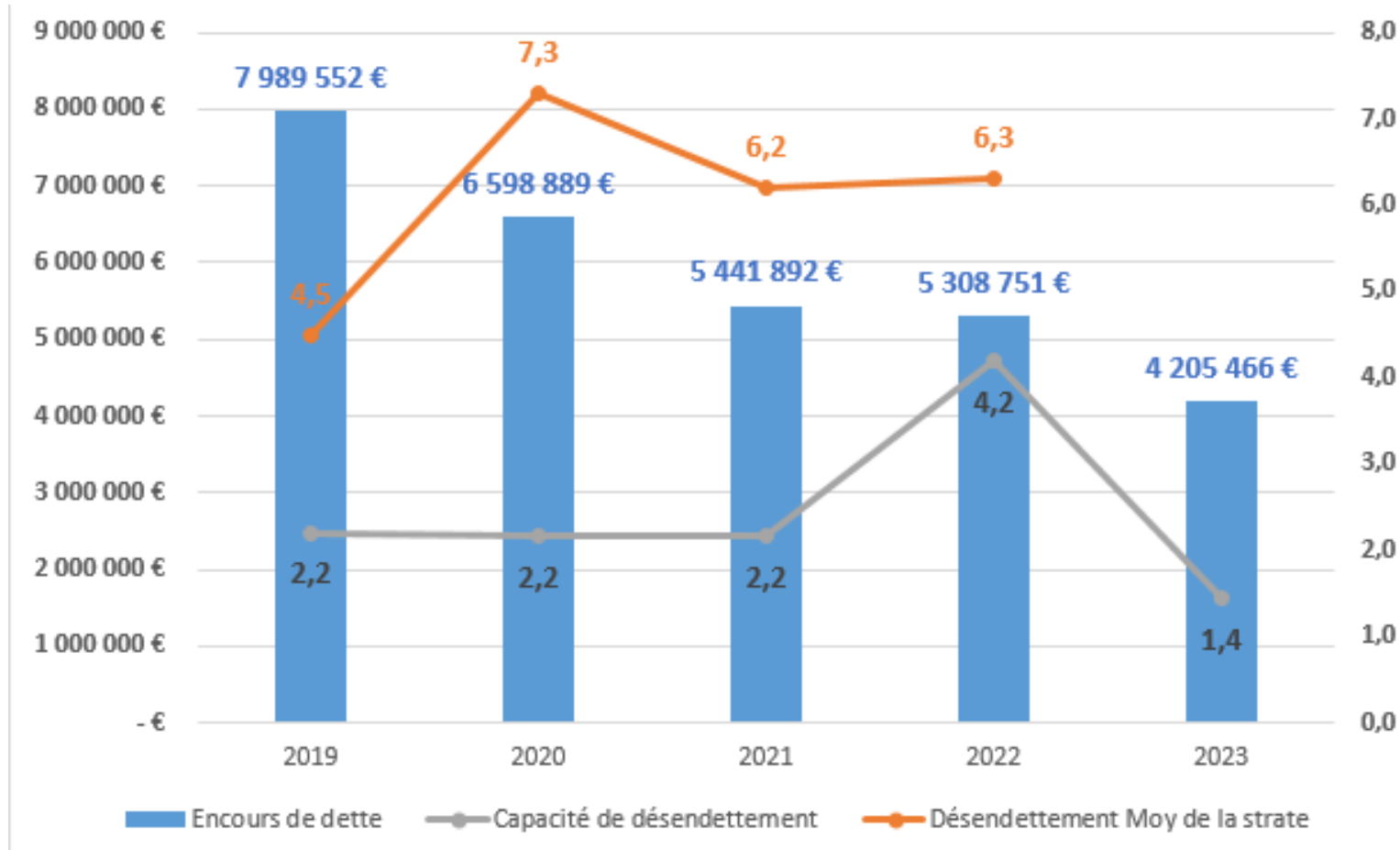
Évolution de l'effet ciseaux : un éloignement des courbes en 2023



❖ 2023 = des recettes qui augmentent (+ 1 391 993 €) alors que les dépenses diminuent (- 242 332 €) .

Les résultats 2023

La dette de la commune : performante



❖ L'effet conjugué de :

La hausse de l'épargne brute

+

La baisse du capital à remboursement
(lié au désendettement)

=

Amélioration de la capacité de désendettement à 1,4 année

Partie 2 : Informer sur la situation financière

❖ La prospective financière :



Les taux directeurs d'évolution jusqu'en 2027

FONCTIONNEMENT

Chap 011 Charges à caractère général
+ 6,8 % // au réalisé 2023
 +3% en 2025 et +2% en 2026 et en 2027

Chap 70 Produits des services
 Stables en 2024 puis +2,8 % en 2025 et
 + 1,6 % en 2026 et 1,3 % 2027

Chap 012 : Charges de personnel
+ 3,9 % // au réalisé 2023 puis + 3% /an

Chap 73 Impôts et taxes
-2,2%// au réalisé 2023 (AC diminuée transfert SDIS)
 +2% en 2025 et +1,4 % en 2026 et 2027

Chap 65 : Charges de gestion courante
-17% // au réalisé 2023 (effet SDIS)
 +4% en 2025 et -2% en 2026 et 0% 2027

Chap 74 Dotations : **+3 % en 2024**
 -1,4% en 2025 et -0,5% en 2026 et 2027 (effet DGF)

Chap 66 : baisse continue et progressive de 2024 à
 2027 de 134 000 € inscrits en 2024 à 44 151 € en
 intérêts en 2027 (sans nouveaux emprunts)

Chap 75 : revenus des immeubles et autres produits
+ 9,7% en 2024 puis +2% de 2025 à 2027

Partie 2 : Informer sur la situation financière

❖ La prospective financière :



■ Les recettes prévisionnelles

Les orientations budgétaires : les recettes

❖ La fiscalité des 3 taxes :

➤ L'évolution des bases d'imposition :

= IPCH
2024

Bases 2023
corrigées en 2024
suite erreurs
déclaratives GMBI

- La **taxe d'habitation sur les résidences secondaires** : + **3,8%** en 2024 (sans variation physique) puis +3% en 2025 et +2% en 2026 et 2027
- La **taxe foncière sur les propriétés bâties** : +**3,4%** en 2024 puis +2,7% en 2025 puis +1,8% en 2026 et 2027;
- La **taxe foncière sur les propriétés non bâties** : +**6,5%** en 2024 puis +5,1% en 2025 et +3,4% en 2026 et 2027

		2021	2022	2023	Prévisionnel	Prospective		
bases	TH résidences secondaires	838 681	712 746	1 156 210	896 903	923 810	942 286	961 132
			-15,0%	62,2%	3,80%	3,00%	2,00%	2,00%
	Foncier bâti	18 815 898	19 474 824	20 559 118	21 267 774	21 846 524	22 242 857	22 646 380
			3,5%	5,6%	3,45%	2,72%	1,81%	1,81%
	Foncier Non Bâti	134 851	141 524	161 342	171 850	180 685	186 879	193 284
			4,9%	14,0%	6,51%	5,14%	3,43%	3,43%

Les orientations budgétaires : les recettes

❖ La fiscalité des 3 taxes : de 7,3M€ en 2024 à 7,9M€ attendus en 2027.

- Les produits calculés à partir de taux stables sur la période 2024 à 2027 (après +3% en 2023)

		2021	2022	2023	Prévisionnel	Prospective		
taux	TH résidences secondaires	13,04%	13,04%	13,43%	13,43%	13,43%	13,42%	13,43%
	Foncier bâti	39,48%	39,48%	40,66%	40,66%	40,66%	40,66%	40,66%
	Foncier Non Bâti	41,20%	41,20%	42,44%	42,44%	42,44%	42,44%	42,44%
produits	TH résidences secondaires	109 379 €	92 954 €	155 279	120 454	124 068	126 455	129 080
	Foncier bâti	6 137 372 €	6 350 822 €	6 944 637	7 149 986	7 364 486	7 511 776	7 662 011
	Foncier Non Bâti	55 559 €	58 308 €	68 474	72 933	76 683	79 311	82 030
Total 3 taxes		6 302 310	6 502 084	7 168 390	7 343 373,42	7 565 237	7 717 542	7 873 121
			3,17%	10,25%	2,44%	3,02%	2,01%	2,02%

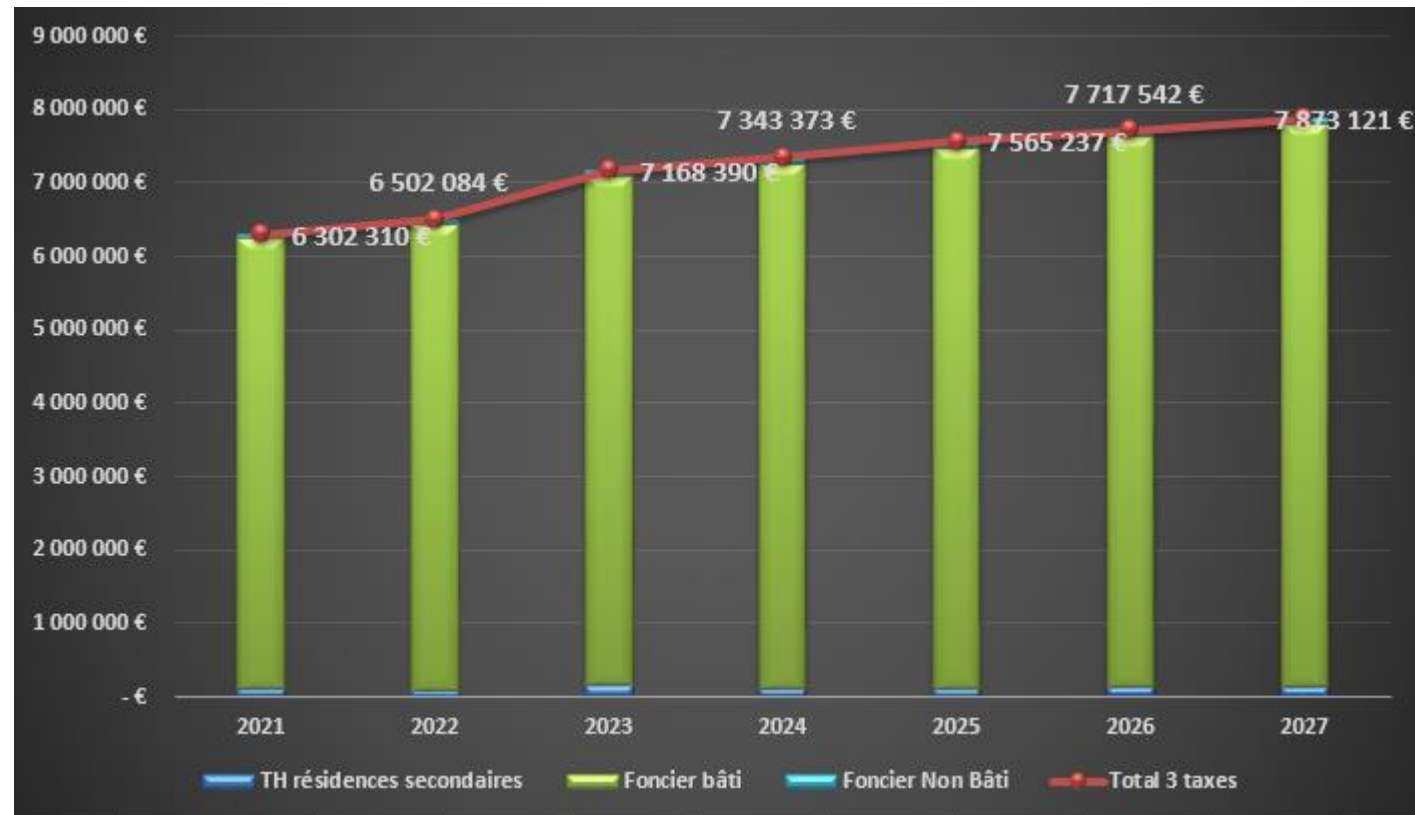
Effets bases + 7,1%
+ taux + 3%

Effet variation de bases UNIQUEMENT
de 2024 à 2027

Les orientations budgétaires : les recettes

❖ La fiscalité des 3 taxes

- L'évolution du produit avec une **prédominance du foncier bâti** (7,1 M€ sur 7,3M€ en 2024) qui regroupe :
- Les locaux d'habitation (65% des bases) revalorisés de 3,8% (selon l'IPCH pour 2024)
 - Les locaux à usage professionnel et commercial revalorisés selon une mise à jour annuelle des tarifs en fonction de la catégorie et du secteur auxquels appartiennent ces locaux (23,5% des bases de la Ville)
 - Les locaux des établissements industriels qui bénéficient depuis 2021 d'une exonération de 50% de leur valeur locative (perte compensée au chapitre 74 revalorisée selon l'IPCH) 11,5% des bases de la Ville



Les locataires ne payent plus rien en taxes locales

Les orientations budgétaires : les recettes

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
053-215301474-20240321-CM21032024_01-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 22/03/2024
Publication : 22/03/2024

❖ La fiscalité

➤ Les autres recettes fiscales :

	Exécuté			Prévisionnel	Prospective		
	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
Droits de mutation	396 051	439 694	393 843	400 000	406 400	412 902	419 509
			-10%	1,6%	1,6%	1,6%	1,6%
Taxe sur la consommation finale d'électricité	305 518	282 140	333 687	315 000	321 300	327 726	334 281
		-7,7%	18,3%	-5,6%	2,0%	2,0%	2,0%
Taxe locale sur la publicité extérieure	111 456	113 996	128 010	130 000	134 810	138 854	141 631
					3,7%	3,0%	2,0%
Droits de place	1 619	20 158	20 581	21 000	21 000	21 000	21 000
FPIC	170 902	170 175	163 263	163 263	163 263	163 263	163 263
		0%	-4%				
Dotation de Solidarité Communautaire	88 551	96 836	45 837	45 000	45 000	45 000	45 000
Attribution de Compensation	4 555 430	4 276 579	4 343 058	3 902 996	3 902 996	3 902 996	3 902 996
				-440 062 €			
Versement mobilité	208 829				-	-	-
Rôles supp d'imposition et autres	6 173	26 008	976	-	-	-	-
TOTAL CHAP 73 FISCALITÉ	12 146 838 €	11 927 670 €	12 597 643 €	12 320 632 €	12 560 006 €	12 729 284 €	12 900 801 €
		-1,80%	5,62%	-2,20%	1,94%	1,35%	1,35%

Réformée en 2023

Montants reconduits

Pas d'autres impacts de transferts à ce stade

- ❖ En 2024, l'Attribution de Compensation de Mayenne Communauté est minorée du transfert du contingent SDIS; La neutralité du transfert est assurée par l'annulation de la dépense (chap 65 – 440 062 €).

Les orientations budgétaires : les recettes

❖ Les dotations :

➤ La Dotation Globale de Fonctionnement : l'évolution de ses 4 composantes

- La dotation forfaitaire principale dotation en volume, basée sur des critères de population et de superficie,
- Les 3 dotations de péréquation (DSR, DSU et DNP) : réparties entre les collectivités dans le but de réduire les inégalités de ressources par rapport à leurs charges.

	Exécuté			Prévisionnel	Prospective		
	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
Dotation forfaitaire	721 302	660 738	660 438	644 260	584 102	521 029	455 082
		-8%	0%	-2%	-9%	-11%	-13%
Dotation de Solidarité Rurale	307 366	327 947	368 470	392 318	414 948	436 520	458 706
		7%	12%	6%	6%	5%	5%
Dotation de Solidarité Urbaine	167 149	174 484	182 114	193 714	202 049	210 787	220 027
		4%	4%	6%	4%	4%	4%
Dotation Nationale de Péréquation	8 334	7 501	9 001	10 144	12 173	11 977	10 779
DGF TOTALE	1 204 151	1 170 670	1 220 023	1 240 436	1 213 272	1 180 313	1 144 594
		-3%	4%	2%	-2%	-3%	-3%

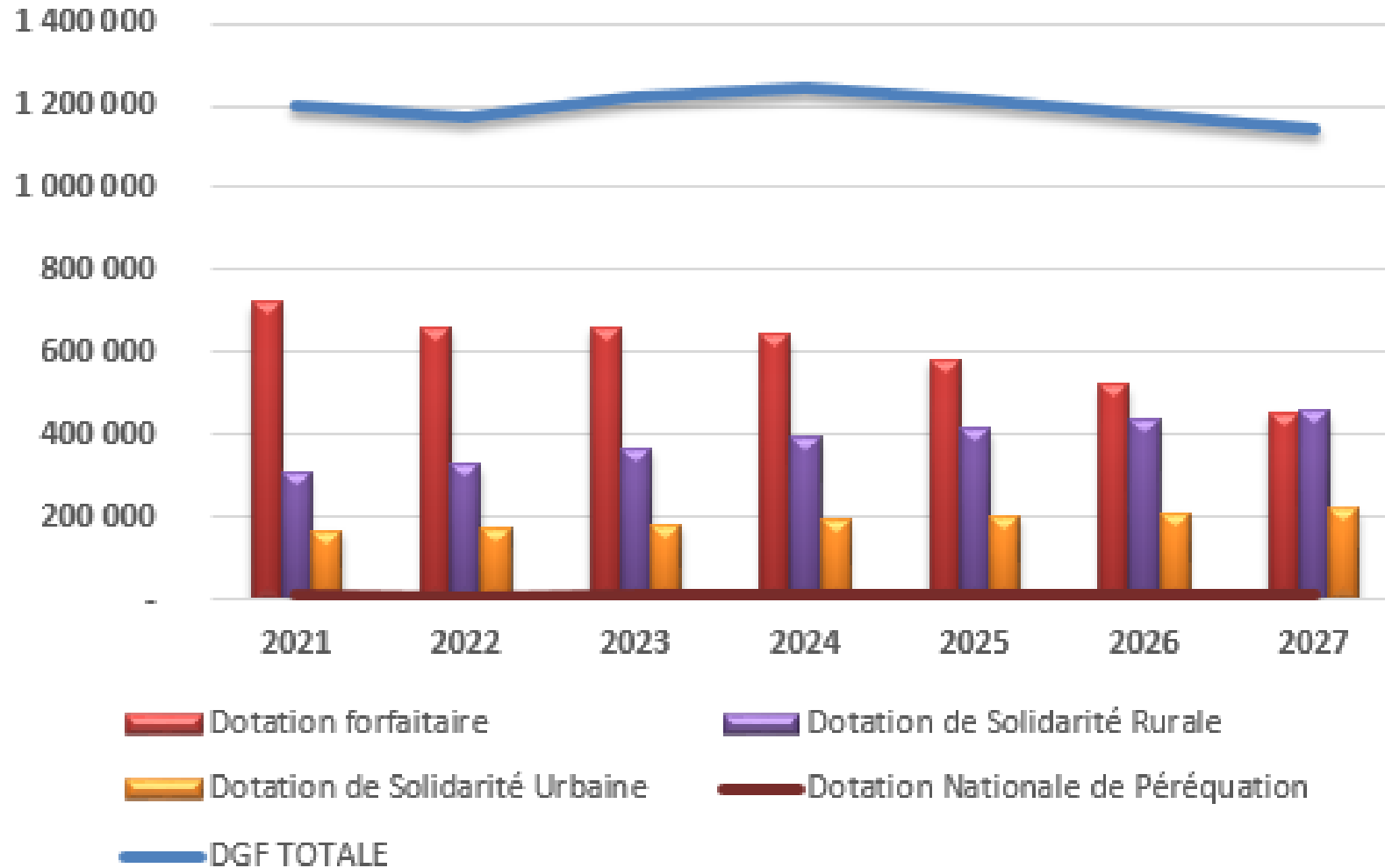
- ❖ Après une stabilité de la dotation forfaitaire entre 2022 et 2023, la prospective prévoit une évolution négative à partir de 2024, compensée partiellement par la hausse des composantes péréquatrices (DSR, DSU, DNP).

Les orientations budgétaires : les recettes

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
053-216301474-20240321-CM21032024_01-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 22/03/2024
Publication : 22/03/2024

❖ Les dotations :

➤ La Dotation Globale de Fonctionnement :



Une réforme attendue par l'AMF en faveur de l'indexation de la DGF sur l'inflation

Les orientations budgétaires : les recettes

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
053-216301474-20240321-CM21032024_01-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 22/03/2024
Publication : 22/03/2024

❖ Les participations et dotations : de 3,2M€ en 2024 à 3,2M€ en 2027 , stabilité attendue sur la période

	Exécuté			Prévisionnel	Prospective		
	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
FCTVA	9 798	19 831	36 732	20 000	20 000	20 000	20 000
AUTRES participation Etat	41 426	43 301	33 045	25 500	-	-	-
DEPARTEMENT pour CIMA en 2023	4 680	43 760	18 000	-	-	-	-
COMMUNES MEMBRES	49 370	52 150	55 592	54 830	54 830	54 830	54 830
AUTRES COMMUNES	1 993		2 464	2 956	2 956	3 000	3 000
Groupement MC et autres			15 000	71 800	50 000	41 000	41 000
Participation CAF et MSA	526 044	652 593	727 284	838 777	840 000	840 000	840 000
Participation Collèges et lycées	44 469	79 367	84 629				
Compensation pour perte de taxe additionnelle	782	1 101	1 463	1 500	1 500	1 500	1 500
Compensation exonération taxes foncières	856 383	891 400	921 824	956 853	985 559	1 005 270	1 025 375
		4%	3%	3,8%	3%	2%	2%
Dotation de recensement		2 438	2 494	2 500	2 500	2 500	2 500
Dotation titres sécurisés	15 921	18 694	25 408	26 000	26 000	26 000	26 000
TOTAL DOTATIONS PARTICIPATIONS CHAP 74	2 755 018 €	2 975 305 €	3 143 957 €	3 241 152 €	3 196 617 €	3 174 413 €	3 158 799 €
		8,00%	5,67%	3,09%	-1,37%	-0,69%	-0,49%

Fin du fonds d'amorçage TAP en 2025 ; en 2023 sub pour écriture PEDT

2024 financement étude PVD + déchets abandonnés

Prévision d'évolution selon l'IPCH

Les orientations budgétaires : les recettes

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
053-216301474-20240321-CM21032024_01-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 22/03/2024
Publication : 22/03/2024

❖ Les produits des services : de 1,2M€ en 2024 à 1,2M€ en 2027, stabilité relative attendue sur la période

	Exécuté			Prévisionnel	Prospective		
	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
Concessions cimetières et redevances funéraires	48 683	49 012	57 910	60 000	60 000	60 000	60 000
Droits de terrasses		11 763	11 300	11 800	11 800	11 800	11 800
Redevances occup domaine public	18 998	19 992	21 372	21 500	21 500	21 500	21 500
Parking du château et jardins familiaux	8 441	8 404	8 127	8 200	8 200	8 200	8 200
Planet Mômes et Courte échelle à partir de 2023	26	367	81 219	96 400	96 400	96 400	96 400
Multi accueil Bulle d'Eveil et accueils péri à partir de 2023	231 742	256 480	228 626	196 800	220 000	220 000	220 000
Restauration scolaire	432 231	385 376	449 504	450 000	454 500	459 045	463 635
Restauration hors scolaire	355 934	328 792	346 485	350 000	353 500	357 035	360 605
Locations diverses	1 027	958	421	1 000	1 000	1 000	1 000
SOUS TOTAL CHAP 70	1 097 082 €	1 061 145 €	1 204 964 €	1 195 700 €	1 226 900 €	1 234 980 €	1 243 141 €
		-3,28%	13,55%	-0,77%	2,61%	0,66%	0,66%

❖ Recettes du restaurant : +1% / an ; les autres produits des services sont anticipés stables dans le temps.

Les orientations budgétaires : les recettes

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
053-215301474 20240321 CM21032024_01-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 22/03/2024
Publication : 22/03/2024

❖ Les remboursements de frais : de 2,1M€ en 2024 à 2,2M€ en 2027

	Exécuté			Prévisionnel	Prospective		
	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
Rbts frais de personnel budgets annexes	331 876	363 098	372 469	400 000	412 000	424 360	437 091
Rbts frais de personnel CCAS à partir de 2024				41 422	42 665	43 945	45 263
Rbts frais de personnels CCAS jusqu'en 2023	66 779	77 167	69 057	-			
Rbts frais budgets annexes	2 405	1 980	2 254	2 500	2 500	2 500	2 500
Rbts frais par le CCAS	3 822	5 749	8 681	8 500	8 670	8 843	9 020
Rbts frais par les communes membres	1 417	1 401	1 420	1 500	1 500	1 500	1 500
Rbts frais par le groupement	273 381	366 269	367 985	359 996	370 800	381 924	389 562
Rbts frais par d'autres redevables	37 522	94 177	84 827	89 050	91 722	94 473	96 363
CHAP 70 PRODUITS DES SERVICES PRESTATIONS DE SERVICES	1 814 284 €	1 970 986 €	2 111 656 €	2 098 668 €	2 156 756 €	2 192 525 €	2 224 440 €
		8,64%	7,14%	-0,62%	2,77%	1,66%	1,46%

❖ En 2024, impact nouvelle convention du CCAS de mise à disposition du personnel du CCAS

Les orientations budgétaires : les recettes

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
053-216301474-20240321-CM21032024_01-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 22/03/2024
Publication : 22/03/2024

❖ Les autres chapitres :

	Exécuté			Prévisionnel	Prospective		
	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
Revenus des immeubles	281 529	289 687	290 872	317 621	323 973	330 453	337 062
		3%	0%	9%	2%	2%	2%
Autres produits de gestion courante	1	3	2	1 500	1 500	1 500	1 500
TOTAL CHAP 75 Produits de gestion courante	281 530 €	289 690 €	290 873 €	319 121 €	325 473 €	331 953 €	338 562 €
		2,90%	0,41%	9,71%	1,99%	1,99%	1,99%

2024 révisions des loyers + recette nouvelle loyer salle Marcel Lebée pour 13 865 €

	Exécuté			Prévisionnel	Prospective		
	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
Variation stocks magasin et garage	162 080	176 033	191 591	190 920	191 000	191 000	191 000
		9%	9%	0%	0%	0%	0%
Indemnités journalières	9 473	1 724	1 278	-	-	-	-
TOTAL CHAP 013 Atténuations des charges	171 552 €	177 757 €	192 870 €	190 920 €	191 000 €	191 000 €	191 000 €
		3,62%	8,50%	-1,01%	0,04%	0,00%	0,00%

Les orientations budgétaires : les recettes

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
053-215301474-20240321-DM21032024_01-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 22/03/2024
Publication : 22/03/2024

Recettes de Fonctionnement 2023 – 18,9 M€

- ❖ **Fiscalité 2023 = 12 597 643 €**
 - Un double effet bases (+7,1%) et taux (+3%)
 - Les droits de mutation en baisse de 10% à – 45 852 € entre 2022 et 2023
- ❖ **Dotations et participations = 3 143 957 €**
 - Une DGF 2023 de 1 220 023 €
- ❖ **Produits des services = 2 111 656 €**
- ❖ **Revenus des immeubles = 290 873 €**
- ❖ **Autres recettes = 206 487 €**
- ❖ **Recettes exceptionnelles = 573 043 €**
 - Dont acompte assurance hall d'exposition de 500K€

Recettes de fonctionnement 2024 -2027

- ❖ **Fiscalité 2024 = 12 320 632 € en 2024 puis +1,9% en 2025, et 1,4% en 2026 et 2027**
 - L'attribution de compensation minorée du contingent SDIS en 2024 (- 440 062 €)
 - La taxe sur l'électricité diminuée 18 687 € du fait de la réforme de 2023 (versée en 2023 sur des montants prévisionnels)
- ❖ **Dotations et participations 2024 = 3 241 152 € à +3% puis en recul de 0,85% sur la période du fait de la baisse de DGF de 2% en 2025 et de 3% en 2026 et 2027**
- ❖ **Produits des services 2024 = 2 098 668 € puis +2% en 2025 et +1,5% en 2026 et 2027**
- ❖ **Revenus des immeubles 2024 = 319 121 € puis +2% par an jusqu'en 2027**
- ❖ **Autres recettes 2024 = 204 480 € puis stabilité**
- ❖ **Recettes exceptionnelles = 1 000 € dans l'attente de l'indemnisation de l'assurance du hall d'exposition**

Les orientations budgétaires : les recettes

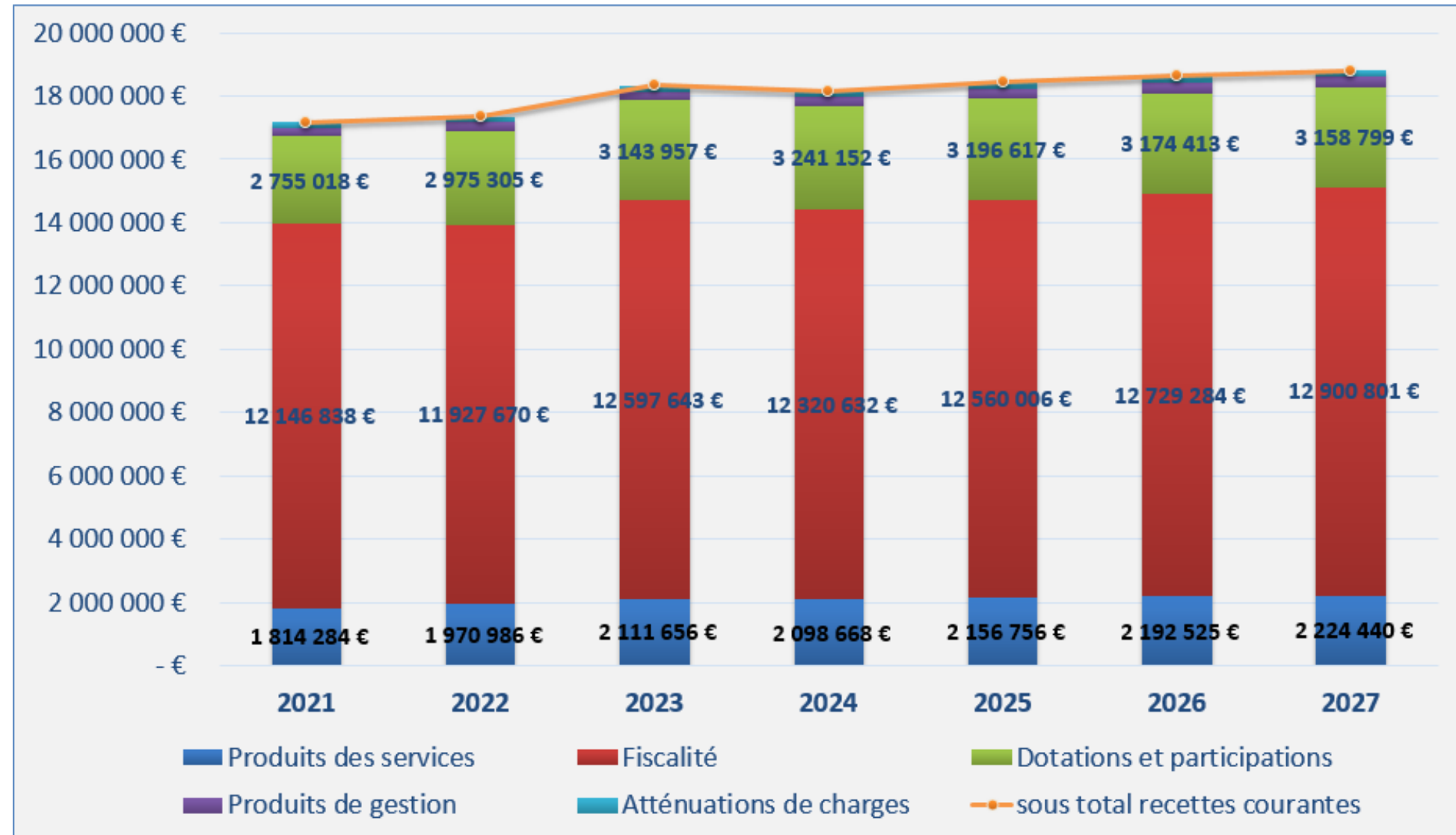
	Comptes administratifs			Projeté			
	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
Produits des services	1 814 284	1 970 986	2 111 656	2 098 668	2 156 756	2 192 525	2 224 440
Fiscalité	12 146 838	11 927 670	12 597 643	12 320 632	12 560 006	12 729 284	12 900 801
Dotations et participations	2 755 018	2 975 305	3 143 957	3 241 152	3 196 617	3 174 413	3 158 799
Produits de gestion	281 530	289 690	290 873	319 121	325 473	331 953	338 562
Atténuations de charges	171 552	177 757	192 870	190 920	191 000	191 000	191 000
sous total recettes courantes	17 169 221	17 341 408	18 336 999	18 170 494	18 429 852	18 619 174	18 813 602
Produits exceptionnels	186 662	305 787	573 043	1 000	1 000	1 000	1 000
Reprise sur provisions	13 559	13 558	13 618	13 560	13 560	5 487	0
TOTAL	17 369 442 €	17 660 753 €	18 923 659 €	18 185 054 €	18 444 412 €	18 625 661 €	18 814 602 €
variation annuelle		291 311 €	1 262 906 €	-738 605 €	259 358 €	181 249 €	188 941 €

2023, un acompte
sur indemnisation
assurance de 500K€

2024, une
minoration d'AC
de 440K€

Les orientations budgétaires : les recettes courantes

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
053-215301474-20240321-CM21032024_01-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 22/03/2024
Publication : 22/03/2024



Partie 2 : Informer sur la situation financière

❖ La prospective financière :



■ Les dépenses prévisionnelles

Les orientations budgétaires : les dépenses

❖ Les charges de personnel : 56% des dépenses réelles de fonctionnement

	Exécuté			Prévisionnel 2024	Prospective		
	2021	2022	2023		2025	2026	2027
PERSONNEL AFFECTE PAR MAYENNE COMMUNAUTÉ	8 424 204	9 105 612	8 839 795	9 192 860	9 468 646	9 752 705	10 045 286
PERSONNEL AFFECTE PAR LE CCAS	52 460	51 994	53 147	51 000	52 530	54 106	55 729
TAXE VERSEMENT DE TRANSPORT DES ELUS	70	90	94	200	200	200	200
CHARGES DE PERSONNEL	8 476 734 €	9 157 696 €	8 893 036 €	9 244 060 €	9 521 376 €	9 807 011 €	10 101 215 €
% d'évolution annuelle	4%	8%	-3%	3,9%	3%	3%	3%

❖ +3,9% en 2024 // à 2023 puis +3 % par an jusqu'en 2027.

❖ Pour 2024, la prévision budgétaire tient compte :

- Des postes ouverts et pourvus au 1^{er} janvier 2024
- De la revalorisation de 5 points pour l'ensemble des grades et des échelons prévue par l'article 2 du décret n° 2023-519 du 28 juin 2023 (impact budgétaire estimé à 173 800 €)
- Des avancements d'échelon connus en fonction des grilles applicables à ce jour
- Aucune hypothèse de revalorisation du SMIC
- Aucune réforme éventuelle liée à la rémunération des agents statutaires (évolution de la valeur du point d'indice). Toute évolution sensible liée à ces éléments devra faire l'objet d'une décision modificative.

Les orientations budgétaires : les dépenses

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
153-25501474-20240321-M21032024_01-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 22/03/2024
Publication : 22/03/2024

Dépenses réelles de Fonctionnement 2023 – 16,2 M€

- ❖ Charges à caractère général 2023 = 4 601 592 €
 - Les fluides 2023 = 1 488 911 €
 - ✓ dont 309 686 € de carburants
 - ✓ dont 669 862 € d'électricité
 - Les denrées alimentaires 2023 = 481 078 €
 - Les études 2023 = 21 347 €
 - Les assurances 2023 = 85 807 €
 - ✓ dont dommage ouvrage PM Curie à 31 562 €
 - Le transport collectif 2023 = 41 086 €
 - Les honoraires 2023 = 41 314 € pour les contentieux

Dépenses réelles de fonctionnement 2024 -2027

- ❖ Charges à caractère général = 4 916 150 € en 2024 puis + 3 % en 2025, + 3 % en 2026 et +1 % en 2027
 - Les fluides 2024 à 1 340 160 € (baisse du prix du gaz) puis +15% en 2025 et +2% en 2026 et 2027
 - Les denrées alimentaires 2024 = 522 450 € +9% puis +5% par an
 - Les études 2024 = 43 000 € avec Petites Ville de Demain à 40 000 € puis stable à 25 000 €/an
 - Les assurances 2024 = 58 642 € puis +36% en 2025 (DOM Angellerie) et +2% en 2026 et 2027
 - Transports 2024 = 52 770 € avec navette PM Curie/Prévert sur une année et Dewizes
 - Honoraires 2024 = 72 000 € dont 28 500 € pour hall d'expo et 20 000 € pour programme Petite Ville de Demain. Enveloppe annuelle à 30 000 € de 2025 à 2027.

Les orientations budgétaires : les dépenses

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
053-21530114-20240321-0121032024_01-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 22/03/2024
Publication : 22/03/2024

Dépenses réelles de Fonctionnement 2023 – 16,2 M€

❖ Charges de gestion courante = 2 489 625 €

- Les indemnités des élus 2023 = 208 932 €
- Le contingent SDIS 2023 = 440 062 €
- La subvention au CCAS 2023 = 595 000 €
- La subvention à la Région 2023 = 50 000 € pour la course cycliste
- Les subventions aux associations 2023 = 1 003 058 €
- Droits d'accès aux logiciels non hébergés 2023 = 25 884 €

Dépenses réelles de fonctionnement 2024 -2027

❖ Charges de gestion courante = 2 073 980 € en 2024 soit -17% puis + 4 % en 2025, -2 % en 2026 et stable en 2027

- Les indemnités des élus 2024 = 209 100 € puis +3% / an jusqu'en 2027
- Le contingent SDIS 2024 = 0 € en raison du transfert à Mayenne Communauté au 01/01/2024 avec mise en œuvre de la neutralité par la minoration de l'Attribution de Compensation de 440 062 €
- La subvention au CCAS 2024 = 595 000 € puis + 3% en 2025 et stable en 2026 et 2027
- Les subventions aux associations 2024 = 1 033 460 € dont 24 000 € pour 80^{ème} Mayenne Liberty puis + 50 000 € pour 2025 si boucles de la Mayenne et – 50 000 € en 2026 et 2027.
- Droits d'accès aux logiciels non hébergés 2024 = 41 120 € avec office 365 à partir de sept 24 (nouvelle dep) puis office 365 sur 1 année complète en 2025,2026 et 2027 avec +2%

Les orientations budgétaires : les dépenses

❖ Les charges financières, les intérêts de la dette :

	Exécuté			Prévisionnel	Prospective		
	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
INTERETS REGLES A ECHEANCE	174 940	146 807	158 862	134 000	95 860	65 661	44 151
INTERETS - RATTACHEMENT DES ICNE	-14 773	5 971	-3 322				
CHARGES FINANCIERES	160 167 €	152 778 €	155 540 €	134 000 €	95 860 €	65 661 €	44 151 €
% d'évolution annuelle		-5%	2%	-14%	-28%	-32%	-33%

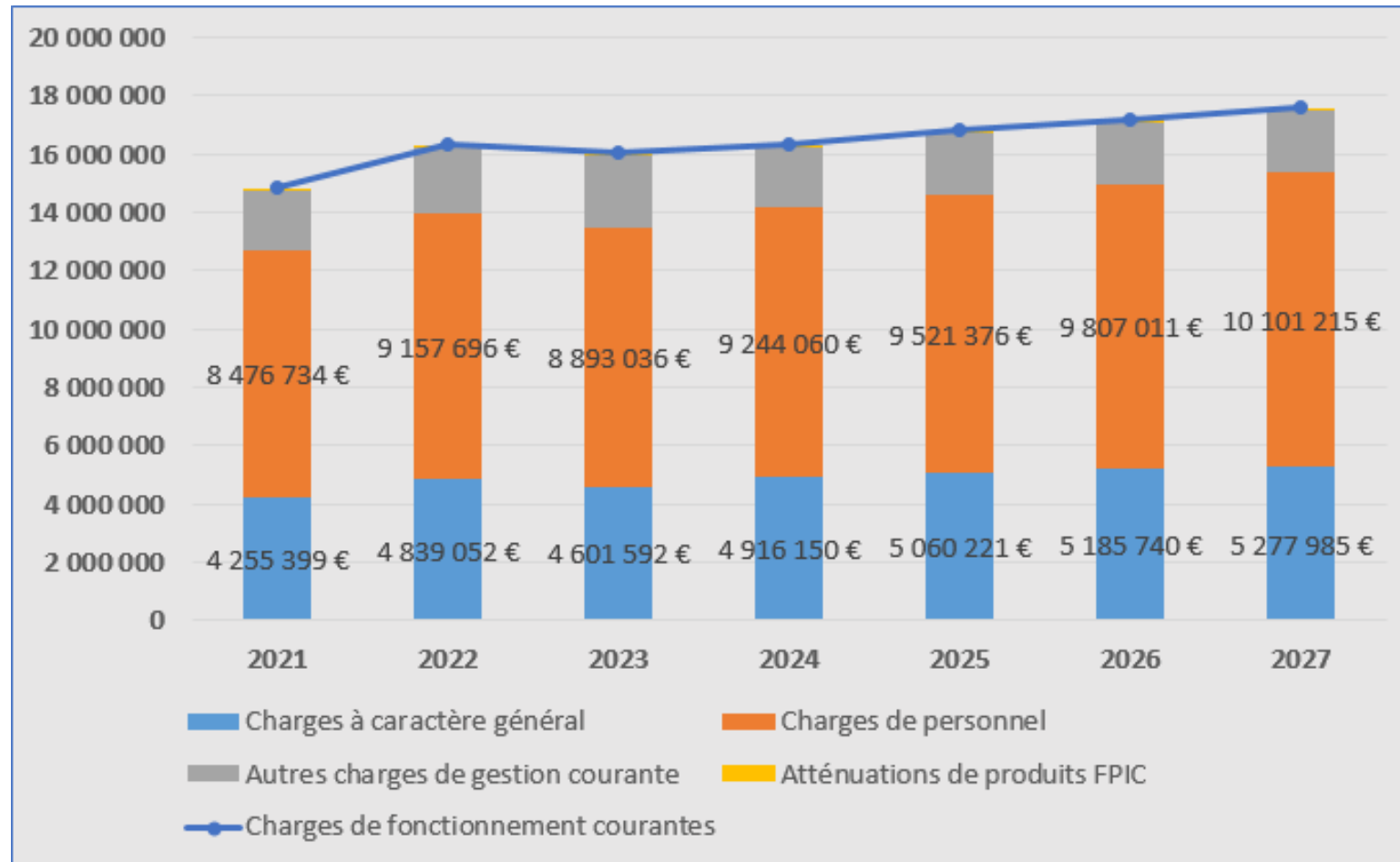
❖ une forte baisse sur la période du fait du désendettement (en l'absence de nouveaux emprunts)

Les orientations budgétaires : les dépenses

	Réalisé N-3	Réalisé N-2	Réalisé n-1	Projeté			
	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
Charges à caractère général	4 255 399	4 839 052	4 601 592	4 916 150	5 060 221	5 185 740	5 277 985
Charges de personnel	8 476 734	9 157 696	8 893 036	9 244 060	9 521 376	9 807 011	10 101 215
Autres charges de gestion courante	2 037 818	2 232 604	2 489 625	2 073 980	2 160 541	2 118 572	2 126 828
Atténuations de produits FPIC	78 358	86 534	86 512	74 373	74 774	75 056	75 347
Charges de fonctionnement courantes	14 848 309 €	16 315 887 €	16 070 765 €	16 308 563 €	16 816 912 €	17 186 379 €	17 581 376 €
Intérêts de la dette	160 167	152 778	155 540	134 000	95 860	65 661	44 151
Charges exceptionnelles	17 470	763	791	500	500	500	500
TOTAL Charges de fonctionnement	15 025 945 €	16 469 428 €	16 227 096 €	16 443 063 €	16 913 272 €	17 252 540 €	17 626 027 €
variation annuelle		1 443 483 €	-242 332 €	215 967 €	470 209 €	339 269 €	373 487 €

- ❖ Les dépenses réelles de fonctionnement (hors amortissement) 2024 sont projetées à **16 443 063 €**. Elles atteignent quasiment le niveau du réalisé 2022. Autrement dit, les économies réalisées en 2023 ont permis d'annihiler la pression inflationniste nationale (inflation annuelle 2023 à 4,9%).

Les orientations budgétaires : les dépenses courantes



Partie 2 : Informer sur la situation financière

❖ La prospective financière :



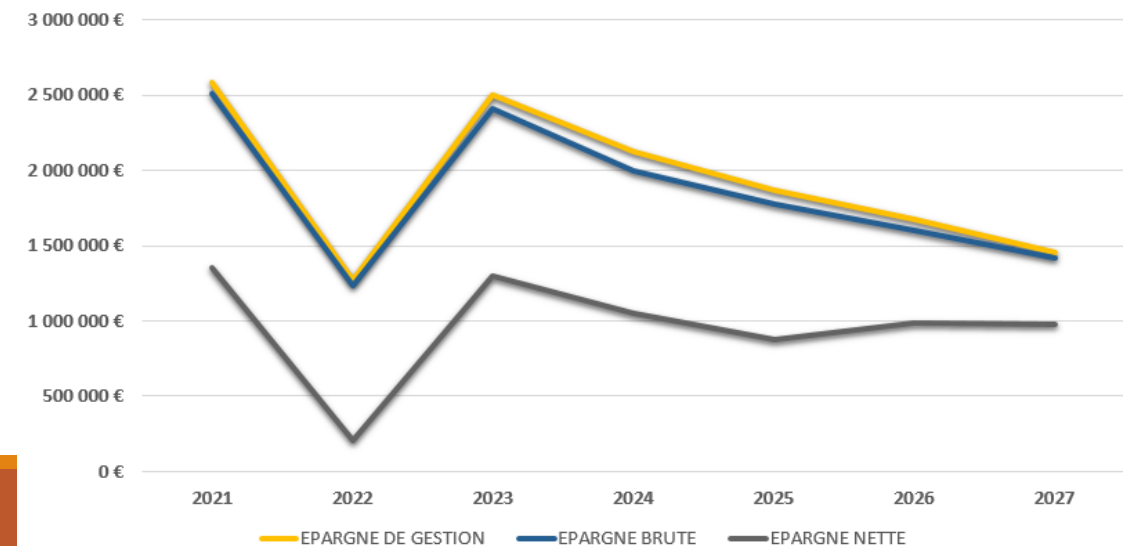
- Les épargnes prévisionnelles

Les orientations budgétaires : l'évolution des épargnes

❖ L'évolution des épargnes SANS indemnité d'assurance du hall d'expo (2022 = 40K€; 2023 = 500K€)

	Comptes administratifs			2024	2025	2026	2027
	2021	2022	2023				
Recettes de fonctionnement courantes	17 169 221 €	17 341 408 €	18 336 999 €	18 185 372 €	18 434 814 €	18 607 341 €	18 789 461 €
Dépenses de fonctionnement courantes	14 848 309 €	16 315 887 €	16 070 765 €	16 308 563 €	16 816 912 €	17 186 379 €	17 581 376 €
travaux en régie	264 591 €	242 148 €	235 373 €	250 000 €	250 000 €	250 000 €	250 000 €
EPARGNE DE GESTION	2 585 503 €	1 267 670 €	2 501 607 €	2 126 809 €	1 867 902 €	1 670 962 €	1 458 085 €
Résultats financiers	-146 608 €	-139 219 €	-141 922 €	-134 000 €	-95 860 €	-65 661 €	-44 151 €
Résultats exceptionnels	75 679 €	110 037 €	46 353 €	500 €	500 €	500 €	500 €
Indemnité assurance Hall							
EPARGNE BRUTE	2 514 575 €	1 238 487 €	2 406 038 €	1 993 309 €	1 772 542 €	1 605 801 €	1 414 434 €
Remboursement du capital de la dette	1 160 797 €	1 033 879 €	1 104 923 €	942 620 €	896 600 €	620 100 €	433 500 €
EPARGNE NETTE	1 353 778 €	204 609 €	1 301 115 €	1 050 689 €	875 942 €	985 701 €	980 934 €
Taux d'épargne brute : épargne brute/RRF	14,6%	7,1%	13,1%	11,0%	9,6%	8,6%	7,5%

Évolution des épargnes sur 7 ans



Les orientations budgétaires : l'évolution des épargnes

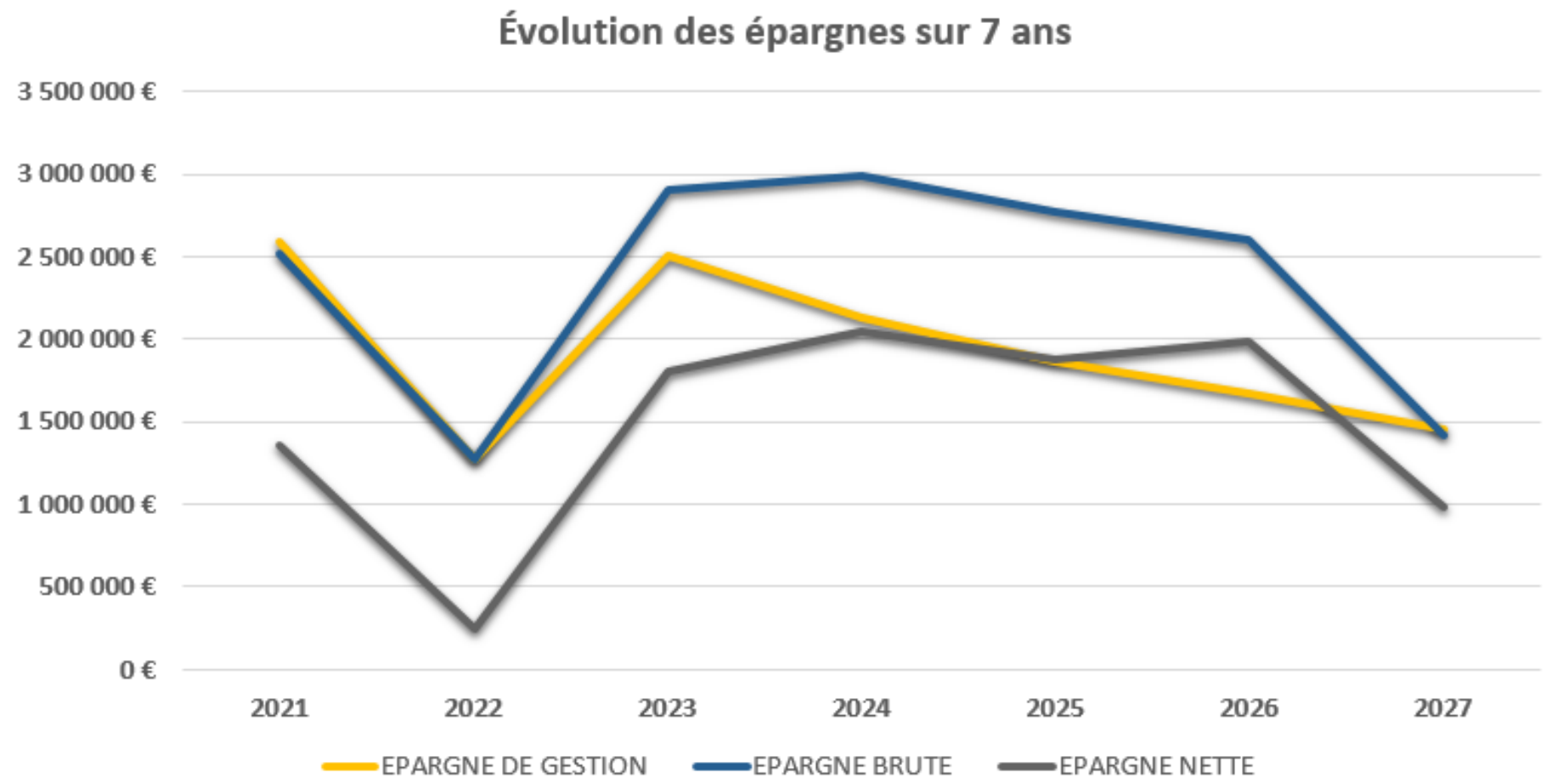
- ❖ L'évolution des épargnes avec une indemnité d'assurance du hall d'expo (2022 = 40K€; 2023 = 500K€ et hypothèse de 3M€ répartie sur 3 années)

	Comptes administratifs			2024	2025	2026	2027
	2021	2022	2023				
Recettes de fonctionnement courantes	17 169 221 €	17 341 408 €	18 336 999 €	18 185 372 €	18 434 814 €	18 607 341 €	18 789 461 €
Dépenses de fonctionnement courantes	14 848 309 €	16 315 887 €	16 070 765 €	16 308 563 €	16 816 912 €	17 186 379 €	17 581 376 €
travaux en régie	264 591 €	242 148 €	235 373 €	250 000 €	250 000 €	250 000 €	250 000 €
EPARGNE DE GESTION	2 585 503 €	1 267 670 €	2 501 607 €	2 126 809 €	1 867 902 €	1 670 962 €	1 458 085 €
Résultats financiers	-146 608 €	-139 219 €	-141 922 €	-134 000 €	-95 860 €	-65 661 €	-44 151 €
Résultats exceptionnels	75 679 €	110 037 €	46 353 €	500 €	500 €	500 €	500 €
Indemnité assurance Hall		40 000 €	500 000 €	1 000 000 €	1 000 000 €	1 000 000 €	
EPARGNE BRUTE	2 514 575 €	1 278 487 €	2 906 038 €	2 993 309 €	2 772 542 €	2 605 801 €	1 414 434 €
Remboursement du capital de la dette	1 160 797 €	1 033 879 €	1 104 923 €	942 620 €	896 600 €	620 100 €	433 500 €
EPARGNE NETTE	1 353 778 €	244 609 €	1 801 115 €	2 050 689 €	1 875 942 €	1 985 701 €	980 934 €
Taux d'épargne brute : épargne brute/RRF	14,6%	7,4%	15,8%	16,5%	15,0%	14,0%	7,5%

- ❖ En 2023, l'effet du levier fiscal (taux +3%) cumulé à l'indemnité d'assurance de 500K€ et aux économies réalisées permettent d'améliorer nettement l'épargne brute.
- ❖ Le ratio d'épargne brute représente la part des recettes de fonctionnement que la Ville dégage pour financer la section d'investissement. Il poursuit son amélioration entamée en 2023 pour se situer à 16,5% en 2024, 15% en 2025 puis 14% en 2026 et se dégrade autour de 8% en 2027
- ❖ Le désendettement permet sans emprunt nouveau d'améliorer l'épargne nette en 2026 et 2027

Les orientations budgétaires : l'évolution des épargnes

- ❖ L'évolution des épargnes avec l'indemnité d'assurance du hall d'expo (2022 = 40K€; 2023 = 500K€ et hypothèse de 1M€ en 2024, 2025 et 2026)



Partie 2 : Informer sur la situation financière

❖ La prospective financière :



■ Le Programme Pluriannuel d'Investissement 2024-2026

Les orientations budgétaires • Le PPI

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
053021530100400240321-CM21032024_01-DE
Accusé de réception
Réception par le préfet : 22/03/2024
Publication : 22/03/2024

Projets 2024 -2027	Estimation TTC			Recettes
	Dépenses			
	2024	2025	2026	
ADMINISTRATION GENERALE	332 000 €	332 000 €	357 785 €	
Informatique	70 000 €	70 000 €	70 497 €	
Matériels divers services	100 000 €	100 000 €	99 047 €	
Participation Méduane Habitat Providence			25 000 €	
Pacte fiscal et financier Mayenne Communauté	12 000 €	12 000 €	13 241 €	
Véhicules	150 000 €	150 000 €	150 000 €	
AMENAGEMENT		300 000 €		114 926 €
Requalification quartier Pommier (en parallèle de l'école PM Curie)		300 000 €		114 926 €
ANIMATIONS DE LA VILLE		20 000 €		
Animations		20 000 €		
PATRIMOINE BATI	4 959 747 €	3 197 245 €	705 000 €	2 745 552 €
Accessibilité bâtiments communaux	50 000 €	50 000 €	50 000 €	
Baslique et église	213 287 €			
Locaux DDT	500 000 €	601 500 €		500 000 €
Logement parc privé de la Ville	70 000 €	95 545 €		
Rénovation centre technique municipal	843 660 €			420 000 €
Rénovation école PM Curie	3 082 800 €	1 795 200 €		1 675 552 €
Rénovation énergétique école Angellerie		455 000 €	455 000 €	150 000 €
Travaux gros entretiens annuels	200 000 €	200 000 €	200 000 €	

Les orientations budgétaires • Le PPI

Projets 2024 -2027	Estimation TTC			Recettes
	Dépenses			
	2024	2025	2026	
STRATEGIE URBAINE	2 667 010 €	1 913 118 €	636 568 €	811 105 €
Acquisitions foncières	30 000 €	30 000 €	676 €	
Aide au façades	20 000 €	20 000 €	19 640 €	
Eaux pluviales	110 000 €	228 000 €	90 000 €	
Eclairage public	933 300 €			
Effacement réseaux électriques	100 000 €	100 000 €	100 000 €	
Mobilier urbain	35 000 €	35 000 €	35 000 €	
Petite Ville de Demain	150 000 €	150 000 €	170 000 €	
Prog annuel rénovation voiries	200 000 €	200 000 €	201 252 €	
Programme de démolition	85 000 €			
Rénovation des sols aire de jeux et acquisitions jeux	20 000 €	20 000 €	20 000 €	
Aménagement Mendes France	983 710 €			312 105 €
Rénovation viaduc		1 130 118 €		499 000 €
Reste à réaliser 2023	3 264 740 €			894 090 €
TOTAL PPI	11 223 497 €	5 762 363 €	1 699 353 €	4 565 673 €
	18 685 213 €			

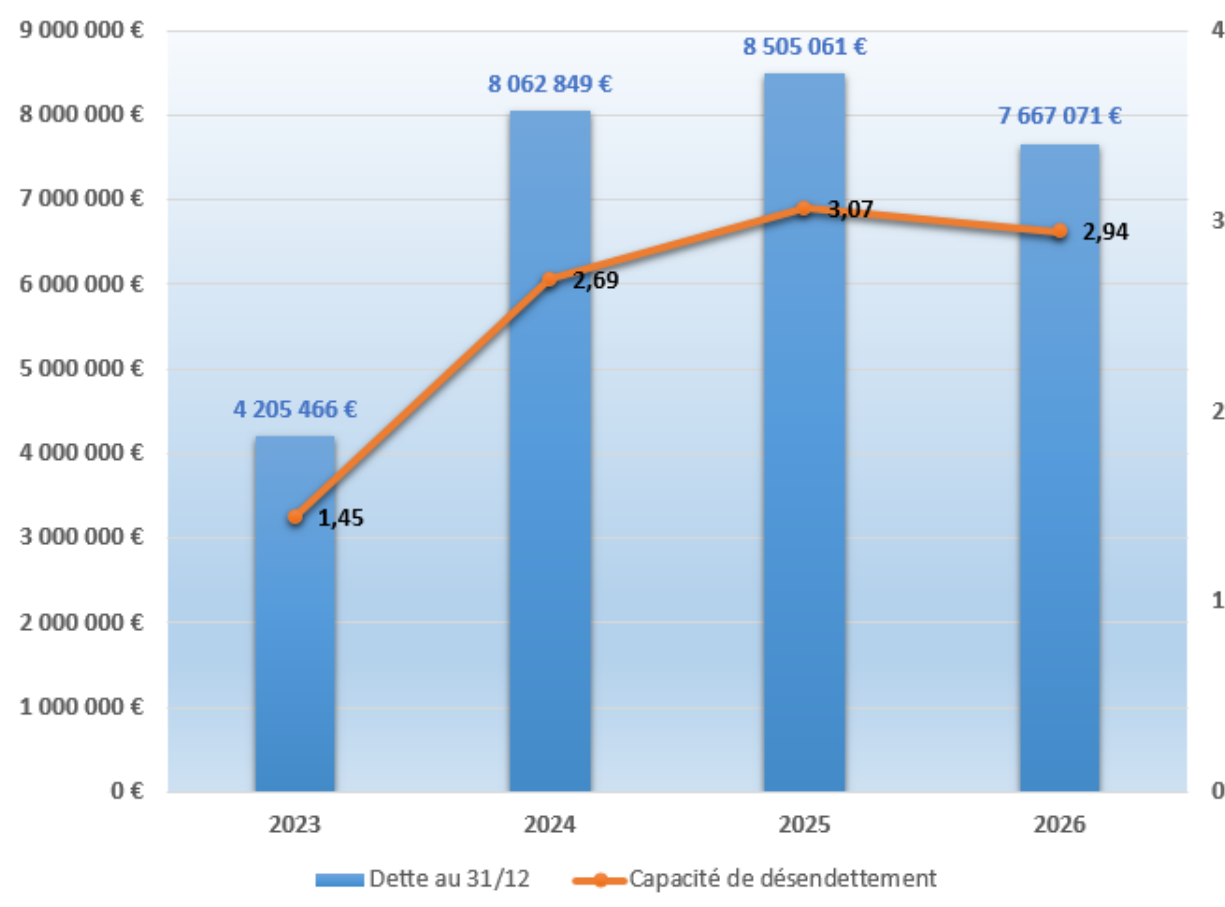
- ❖ Un PPI sur la période 2024 - 2026 de **18 685 213 €** avec des financements externes de **4 565 673 €** (24,4%).

Le financement du PPI de 18,7M€ entre 2024 et 2026

	2023	2024	2025	2026
EPARGNE BRUTE	2 906 038 €	2 993 309 €	2 772 542 €	2 605 801 €
Remboursement courant du capital de la dette	1 104 923 €	942 620 €	896 600 €	619 980 €
Effets nouveaux emprunts en capital et intérêts			355 859 €	459 373 €
EPARGNE NETTE DISPONIBLE	1 801 115 €	2 050 689 €	1 520 083 €	1 526 448 €
Dépenses d'investissement	3 650 233 €	11 223 497 €	5 762 363 €	1 699 353 €
Recettes d'investissement	815 162 €	2 301 747 €	2 113 926 €	150 000 €
BESOIN DE FINANCEMENT	2 835 071 €	8 921 750 €	3 648 437 €	1 549 353 €
Emprunts nouveaux	0	4 800 000 €	1 500 000 €	
Variation du fonds de roulement	-1 033 957 €	-2 071 061 €	-628 354 €	-22 905 €
Cession d'immobilisations	25 899 €			
Maison Bertrand et autres		277 946 €		
Ecole Charles Perrault			800 000 €	
Variation du fonds de roulement	-1 008 058 €	-1 793 115 €	171 646 €	-22 905 €
Résultat reporté de l'exercice précédent	2 996 437 €	1 988 378 €	195 263 €	366 909 €
Résultat de l'exercice	1 988 379 €	195 263 €	366 909 €	344 004 €
Dette au 31/12	4 205 466 €	8 062 849 €	8 505 061 €	7 667 071 €
Capacité de désendettement	1,45	2,69	3,07	2,94
Taux d'épargne brute	15,8%	16,5%	15,0%	14,0%

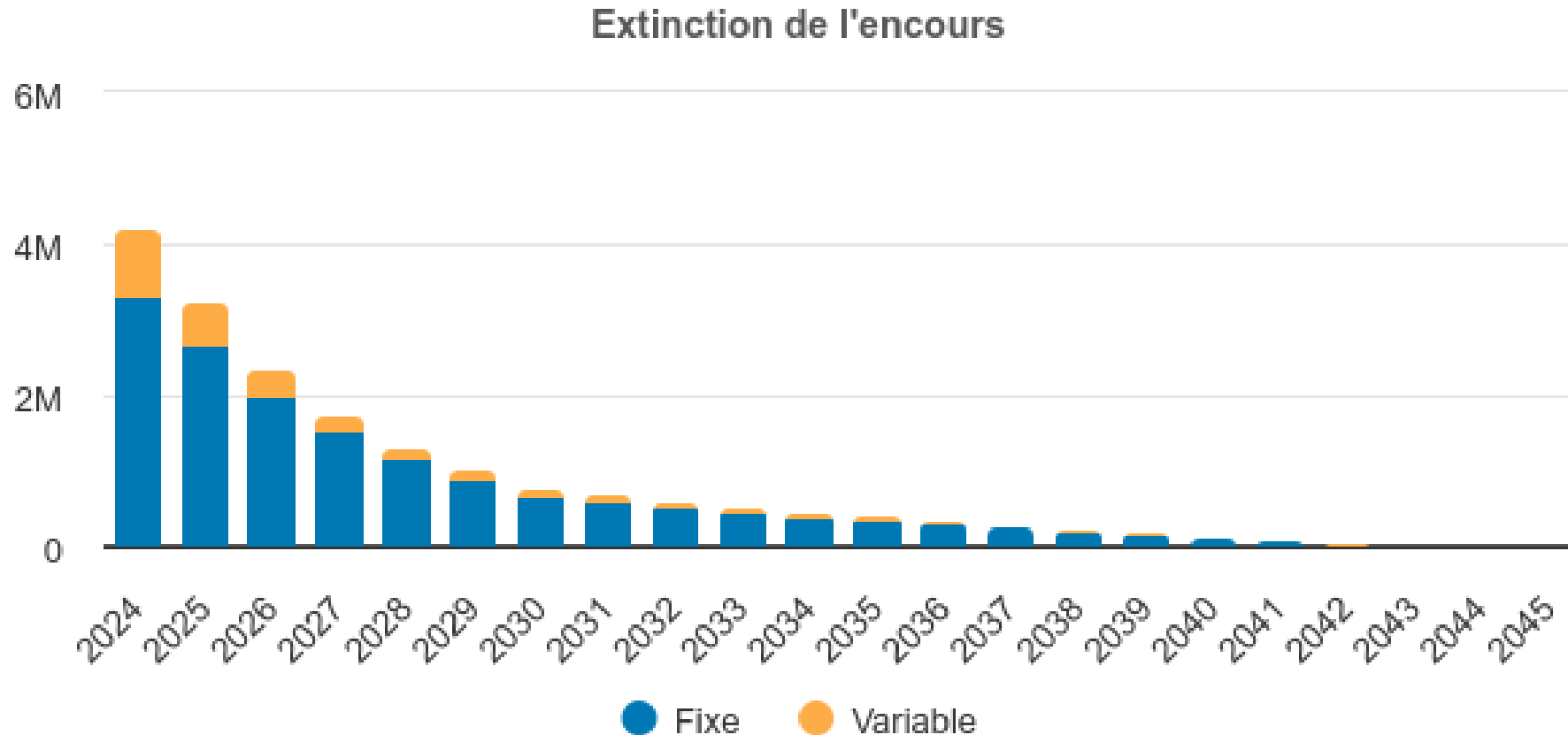
- ❖ Il nécessite le recours à l'emprunt en 2024 et 2025 (projection Taux Fixe 4% sur 20 ans en 2024 et TF 3,5% sur 20 ans en 2025).
- ❖ Les ratios restent très satisfaisants.

Le financement du PPI de 18,7M€ entre 2024 et 2026



- ❖ La capacité de désendettement se dégrade légèrement mais reste très satisfaisante sur la période du fait du maintien du niveau de l'épargne brute (la situation considérée comme inquiétante à partir de 12 ans).
- ❖ En 2023, il aurait fallu 1 an et 4 mois à la Ville pour rembourser son encours de dette si elle avait affecté l'intégralité de son épargne brute à ce remboursement.

Le PROFIL DE LA DETTE AU 01/01/2024

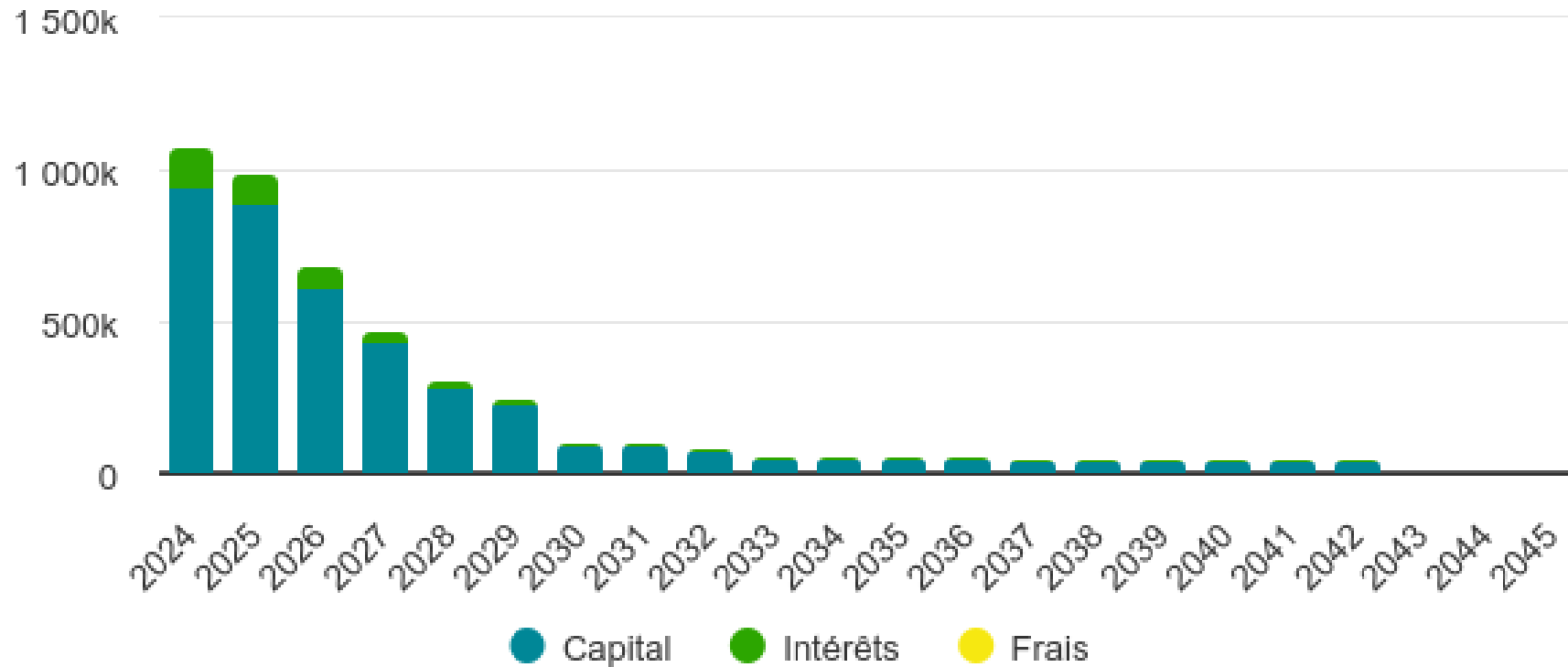


- ❖ Au 01/01/2024 l'encours est de **4 205 466 €**.
- ❖ Au 31/12/2026 l'encours sera de **1 746 276 €** (sans nouveaux emprunts)
- ❖ Ce désendettement offre à la Ville la possibilité **de se développer et de se projeter** avec des conditions d'emprunt qui devraient lui être favorables considérant les niveaux de ses ratios financiers.

Le PROFIL DE LA DETTE AU 01/01/2024

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
N° 253/2024-0000321-CM21032024_01-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet 12/03/2024
Publication 12/03/2024

Evolution de l'annuité



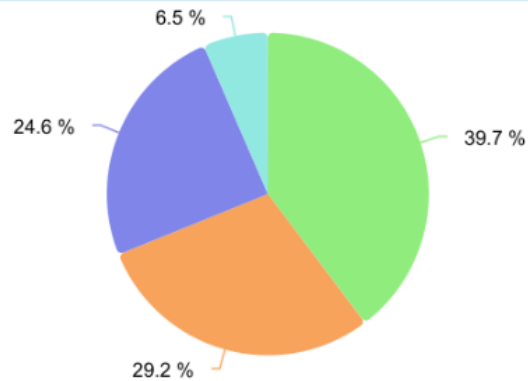
❖ L'extinction de la dette existante est rapide

- L'annuité 2024 est de 1 076 388 €
- L'annuité 2026 sera de 685 831 €
- L'annuité 2030 sera de 110 171 €

La DETTE GARANTIE au 01/01/2024

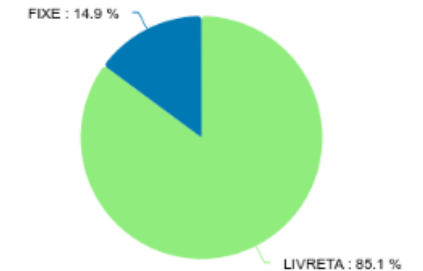
- ❖ Au 01/01/2024, l'encours garanti est de 8 401 797 €. Il est réparti sur 31 emprunts contractés majoritairement sur livret A (85,1% de l'encours). La durée de vie moyenne ressort à 15 ans et 5 mois.

Structure par Bénéficiaire au 01/01/2024



Bénéficiaire	Montant
SA MEDUANE HABITAT	3 336 144,29
ASSOCIATION MONSIEUR VINCENT	2 451 545,86
PODELIHA	2 068 505,32
COPAINVILLE	545 601,93
TOTAL	8 401 797,40

Index de taux



Index	Nb	Encours au 01/01/2024	%
LIVRETA	28	7 149 791,41	85,10%
FIXE	3	1 252 005,99	14,90%
TOTAL	31	8 401 797,40	

Les perspectives budgétaires des budgets annexes

- ❖ Outre son budget principal, la Ville gère 3 budgets annexes : le budget des Pompes Funèbres, le budget du Crématorium, le budget de l'eau et l'assainissement et s'ajoute à compter de cet exercice 2024 le budget du réseau de chaleur.
- Les budgets des Pompes Funèbres et du crématorium :
 - Les crédits de dépenses en fonctionnement de ces deux budgets évolueront en 2024 au fil de l'eau, à l'exception d'une dépense nouvelle et ponctuelle de location de modulaires pendant la durée des travaux de rénovation/agrandissement des bureaux partagés.
 - Il n'a pas été décidé d'évolution tarifaire en 2024. Les niveaux des excédents dégagés par les 2 budgets ne le justifiant pas (798K€ pour les PF, et 2,2M€ pour le créma).
 - Les crédits d'investissement 2024 seront inscrits selon le prorata de prise en charge des travaux de rénovation/agrandissement des bureaux partagés conformément à la délibération adoptée le 12/2023 (30%PF; 70% créma) soit une dépense ouvert à hauteur de 137 902 € HT pour le budget PF et 321 771 € HT pour le budget créma.
 - A noter qu'en 2025, le budget crématorium supportera des travaux d'aménagement des abords de la salle de recueillement évalués à 250 000 € HT.

Les perspectives budgétaires des budgets annexes

➤ Le budget de l'eau et de l'assainissement :

- La section de fonctionnement sera dans la continuité de celle de 2023 avec en dépense le solde du marché d'analyse des micropolluants confié au laboratoire départemental. En recette, les surtaxes sont inscrites à leurs niveaux de réalisé 2023 (240K€ pour l'eau et 300K€ pour l'assainissement).
- Après reprise des résultats excédentaires de 2023 (793K€) et des reports de crédits (854K€ en dépenses et 332K€ en recettes) la capacité à investir ressort pour 2024 à 655 645 € consacrée notamment à l'exécution des schémas directeurs en particulier la réhabilitation du réseau d'assainissement rue du Prieuré de Berne (marché de travaux à 153 506 € HT).
- La perspective sur ce budget résulte du transfert des compétences eau et assainissement à Mayenne Communauté au 01/01/2026. Une séparation des deux budgets devra s'opérer d'ici cette date pour faciliter le transfert et vérifier l'équilibre de chaque budget ainsi scindé.

➤ Le budget du réseau de chaleur :

- Il sera créé par délibération lors du vote des budgets primitifs le 11 avril prochain. Ce budget sera géré en nomenclature M4 des SPIC et sera assujéti à TVA.
- Le budget d'investissement 2024 supportera l'acquisition puis la cession au concessionnaire ENGIE SOLUTIONS de la chaufferie bois de l'hôpital pour 1 066 000€ HT.
- Considérant que le réseau de chaleur ne sera pas opérationnel en 2024, les recettes de la section de fonctionnement 2024 seront limitées aux redevances de contrôle et les dépenses aux temps de travail du technicien.